

FINANCEMENT BANCAIRE

75% des crédits accordés à l'investissement

Contrairement aux années précédentes, où le financement des activités liées à l'importation prédominait, les banques algériennes financent aujourd'hui de plus en plus l'investissement productif public et privé. Les chiffres de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF) font foi. En effet, 75% des crédits bancaires sont destinés à l'investissement et que seulement 25% pour l'exploitation, a fait savoir le Délégué général de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), Rachid Belaïd. P 3



AGRICULTEURS AYANT BÉNÉFICIÉ DE CRÉDITS BONIFIÉS
Vers des mécanismes leur permettant de différer le règlement de leur dette



Les services du ministère de l'Agriculture et du Développement rural s'emploient, en coordination avec les organismes concernés, à «trouver des mécanismes permettant aux agriculteurs ayant bénéficié crédits bonifiés de différer le paiement de leurs dettes», a indiqué, dimanche après-midi à Constantine, le secrétaire général du ministère, Hamid Bensaïd.

P 4

PROJET DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2023

Les prévisions de recettes et de dépenses revues à la hausse

Le projet de la loi de finances (PLF) rectificative pour 2023 a revu à la hausse les prévisions budgétaires pour l'exercice en cours, en tablant sur des recettes budgétaires de près de 9.000 milliards de DA (+13%), et des dépenses de 14.706 milliards de DA (+6,7%).

P 5

BALANCE DES PAIEMENTS

Un excédent de 7,1 milliards USD attendu en 2023

La balance des paiements devrait afficher cette année un solde positif de 7,1 milliards de dollars (mds USD) en raison de l'amélioration notable du solde de la balance commerciale, selon les prévisions contenues dans le projet de loi de Finances rectificative pour 2023 (PLFR).

P 6

Géant[®]

ELECTRONIC

Moi, c'est Géant...

www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [f geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics)

أنا، مع جيون

DESSALEMENT D'EAU
DE MER**La station de
Corso tourne
désormais à
pleine capacité**

La station de dessalement de l'eau de mer de Corso (Boumerdes) est entrée, dimanche, dans sa phase de production intégrale d'une capacité de 80.000 mètres 3/jour, a indiqué dans un communiqué "Algerian Energie Company" (AEC), filiale de Sonatrach. Suite au parachèvement de toutes les étapes mécaniques et d'essai et la vérification que toutes les conditions de sécurité et de conformité aux normes, la station de Corso de dessalement de l'eau de mer est entrée "aujourd'hui à 10h00 dans la phase de production avec sa pleine capacité de 80.000 m3/jour", a précisé le communiqué. Ceci intervient suite au lancement de l'opération de production partielle dans cette station destinée aux wilayas de Boumerdes et Alger le 4 juillet 2023 comme première phase de fonctionnement. "Ainsi, le groupe Sonatrach, via sa filiale l'Algerian Energy Company (AEC), aura achevé et livré toute la capacité de production du programme d'urgence de dessalement de l'eau de mer (eau 2021)", ajoute le communiqué. La compagnie a, en outre, affirmé que cette station était un "défi" relevé par les compétences nationales de Sonatrach, qui "ont fait montre de grande maîtrise dans toutes les étapes de réalisation jusqu'à la phase opérationnelle", en devenant "la troisième station réalisée et exploitée par des cadres algériens", conclut la source.

R. E.

LA 22^e ÉDITION DU SITEV DU 28 SEPTEMBRE AU 1^{er} OCTOBRE**250 exposants,
dont 30 étrangers attendus**

Après une rupture de plus de trois ans, Covid-19 oblige, le Salon international du tourisme et des voyages (SITEV) revient dans sa 22^e édition qui aura lieu du 28 septembre au 1^{er} octobre au Palais des expositions des Pins maritimes, à Alger.

Par Slimane T

Cette édition verra la participation de 250 exposants dont 30 étrangers, a révélé la Commissaire du Salon et directrice générale de l'Office national du tourisme (ONT), Saliha Nacer Bey. Placée sous l'égide du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, cette importante manifestation prévue jusqu'au premier octobre se veut un espace regroupant «les différents acteurs du domaine notamment les établissements sous tutelle, les agence de voyages, les opérateurs touristiques, les établissements hôteliers des secteurs public et privé, les artisans ainsi que le secteur tertiaire dont les banques, les compagnies d'assurance et les transports». «L'évènement verra la présence de nombreuses associations dans le domaine, des offices de tourisme, des créateurs de contenu et des chefs de start-up», a-t-elle ajouté dans une déclaration à l'APS. «Le SITEV est l'une des manifestations phares en Algérie qui constitue une opportunité à saisir pour faire la promotion de la destination Algérie, d'autant



qu'elle coïncide cette année avec le début de la saison du tourisme saharien», a poursuivi la même responsable, en rappelant que de vastes espaces ont été mis à la disposition des exposants au niveau du pavillon central de la foire pour qu'ils puissent faire connaître leurs produits. Le Salon sera marqué par l'utilisation d'applications électroniques dans la réservation, et ce, dans le cadre du recours à la numérisation, a révélé la responsable soulignant «la nécessité de généraliser le recours à l'utilisation des technologies de l'infor-

mation et de la communication (TIC) en vue d'améliorer et de développer les activités touristiques pour s'adapter aux nouveautés que connaît ce domaine au niveau international». Cette manifestation qui verra la participation de nombre de pays étrangers, à l'instar de la Tunisie, l'Arabie Saoudite, la Grèce, la Turquie et la Chine se veut «une occasion importante pour les différents opérateurs algériens et étrangers parmi les propriétaires d'agences de voyage et de tourisme, les investisseurs, les gérants des établissements

hôteliers et touristiques pour présenter leurs produits, et échanger les expériences avec les différents professionnels et opérateurs dans le domaine du tourisme».

Des conférences et des journées d'études animées par des spécialistes algériens et internationaux dans le domaine du tourisme seront organisées en marge du Salon. En outre, des espaces seront consacrés à l'artisanat à travers la mise en place d'un pavillon aux produits de l'artisanat ainsi que des ateliers animés par des artisans spécialisés dans ce domaine.

Par la même occasion, des espaces seront consacrés aux enfants en vue de leur faire connaître et les sensibiliser à la nécessité de découvrir leur pays et les capacités touristique dont regorge l'Algérie.

Mme Nacer Bey a fait savoir qu'en marge du Salon, une «cavane touristique sera organisée à partir d'Alger jusqu'à Ghardaïa et Adrar au profit des acteurs algériens et étrangers en vue de leur offrir l'opportunité de découvrir les atouts touristiques variés et riches du pays et les inciter à établir des partenariats et des coopérations».

PÔLE URBAIN "HAOUCH ERRIH"

Toutes les infrastructures nécessaires seront prêtes

Des membres du Gouvernement ont rassuré, dimanche à Blida, les habitants du nouveau pôle urbain de la commune de Meftah (Blida), particulièrement du site "Haouch Errih", que toutes les conditions seront prêtes pour les accueillir, notamment les équipements essentiels, à l'instar de l'électricité, de l'eau, les lignes téléphoniques et internet. Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a indiqué lors d'une visite de travail et d'inspection au site AADL de "Haouch Errih", en compagnie du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, du ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, du ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, et en présence du wali de la wilaya et des auto-

rités locales, que "les travaux de réalisation dans ce site avancent à un rythme acceptable". Toutes les conditions "seront réunies lors de la réception des logements par les souscripteurs. Les habitations seront équipées et raccordées à l'électricité, l'eau et le gaz, au réseau internet", a-t-il ajouté, relevant que le pôle sera doté de structures publiques, à l'instar des écoles, les centres de soins, la sûreté et la poste. En marge de cette visite programmée pour s'enquérir des préoccupations soulevées et des obstacles, ainsi que le taux d'avancement de l'aménagement extérieur et des équipements qui "ont coûté plus de 50 milliards DA", le ministre a relevé lors d'un point de presse que ces services œuvraient avec tous les secteurs concernés pour trouver les solutions né-

cessaires. "Les logements ne seront pas distribués avant de rendre l'eau disponible", même par des solutions temporaires, comme les puits, dans une première étape, avant de passer à l'usage de l'eau des stations de dessalement, a-t-il rassuré.

De son côté, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé que les services de la "Sonelgaz" étaient prêts à raccorder des logements aux réseaux d'énergie, soulignant que la société collaborait avec l'AADL dans cette démarche, et même pour élargir le réseau de l'électricité et du gaz tout en injectant de quantités supplémentaires en vue d'améliorer la qualité et la nature du service fourni dans la région.

Après avoir écouté des explications sur

l'avancement des projets de raccordement au réseau dans la région, le ministre a affirmé que "ses services étaient engagés dans la réalisation d'un nouveau transformateur électrique, ainsi que dans l'extension de la station de gaz pour renforcer ses capacités et s'adapter aux changements après la livraison de ces logements".

De son côté, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, a indiqué que ce site résidentiel sera doté de guichets automatiques, ce qui réduirait les déplacements des habitants vers le bureau de poste qui sera établi au centre des quartiers de "Houch Errih" et "Safsaf". Il a également affirmé que ces quartiers seront connectés à la fibre optique et au réseau de téléphonie fixe et mobile.

Quotidien économique

Les Enjeux EcoEdité par la
SARLLes enjeux Eco
Tel: 06 98165554Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**Directeur de
publication
Radji ZahirSiège social
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.comccb : BDL 005
00170000003889 09Impression
Centre : SIADistribution
Centre:
les enjeux Eco**PUBLICITÉ**

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

FINANCEMENT BANCAIRE

75% des crédits accordés à l'investissement

Contrairement aux années précédentes, où le financement des activités liées à l'importation prédominait, les banques algériennes financent aujourd'hui de plus en plus l'investissement productif public et privé.

Par Sirine R

Les chiffres de l'Association des banques et établissement financiers (ABEF) font foi. En effet, 75% des crédits bancaires sont destinés à l'investissement et que seulement 25% sont destinés à l'exploitation, a fait savoir le Délégué général de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), Rachid Belaïd. Le même responsable, qui s'exprimait hier dans une déclaration à la radio, a indiqué que les banques algériennes sont sur le financement des projets à moyen et également à long terme, notamment les projets structurants. Les mesures du gouvernement prises dans le cadre de la nouvelle loi sur l'investissement incitent et encouragent les gens à investir, affirme-t-il, en indiquant que les banques vont accompagner cette nouvelle dynamique économique du pays. En se référant aux chiffres de la banque d'Algérie, le délégué de l'ABEF a rappelé que plus de 10 000 milliards de DA de crédits ont été accordés à l'investissement à septembre 2022 (l'encours des crédits) et que durant les trois dernières années près de 2 000 milliards de DA ont été consacrés à l'investissement. Ceci dit que les banques algériennes accordent une grande importance à l'investissement productif et de valeur ajoutée, en partageant même les risques conformément à la réglementation de la Banque d'Algérie. « Les banques sont tenues de respecter les règles de la BA qui sont universel », explique-t-il.

S'agissant de l'ouverture de nouvelles agences bancaires algériennes à l'étranger, le délégué général de l'ABEF a affirmé qu'après la Mauritanie et le Sénégal, la prochaine étape dans ce processus sera la Côte d'Ivoire. Elle va abriter «rapidement» une agence bancaire algérienne, avec pour objectif d'accompagner les opérateurs économiques notamment les exportateurs algériens, mais aussi des investisseurs voulant travailler dans ces pays de l'Afrique de l'Ouest, explique-t-il. Concernant le dossier d'ouverture d'une banque algériennes en France, filiale de la Banque extérieure d'Algérie (BEA), l'intervenant a précisé que le dossier «avance bien», soulignant que cet établissement «jouera un rôle important et aura un apport considérable dans l'accompagnement des exportateurs en premier lieu, mais aussi de la communauté algérienne établie à l'étranger pour capter son épargne».

Vers un large déploiement des TPE

Sur un autre registre, le délégué de l'ABEF a indiqué que les banques algériennes travaillent sur un large déploiement de TPE et de développement du paiement via mobile (mobile paiement), dans le cadre du processus de digitalisation et de modernisation des services bancaires offerts à la clientèle, parallèlement au développement du paiement par mobile. «La Société des services bancaires (SSB) a finalisé un portail qui va s'appuyer sur des prestataires agréés par le GIE Monétique pour aller vers une im-

plémentation massive de TPE au niveau des commerçants et des opérateurs économiques», a déclaré Belaïd, précisant que la communauté bancaire travaillait aussi sur l'interopérabilité du paiement mobile, disponible actuellement juste en intra-bancaire. «Il y a un switch mobile qui est prévu fin décembre à la Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétique "Satim" et qui permettra à toutes les banques qui ont des solutions mobiles en interne d'être interopérables ce qui développera le paiement sur mobile», a-t-il fait savoir. Actuellement, le nombre de TPE en service à l'échelle nationale est de 50.840, tandis que les opérations de paiement sur ces terminaux ont atteint en août dernier 1,7 million d'opérations. Quant aux guichets automatiques de banque (ATM), ils sont au nombre de 3.770 contre 1.376 ATM en 2016, selon les données de l'ABEF. Selon M. Belaïd, la ville nouvelle de Sidi Abdallah a été retenue comme ville pilote dans le cadre de ces opérations relatives aux paiements via TPE et le paiement mobile et dont le coup d'envoi sera donné prochainement par le ministre des Finances. Il a rappelé que le programme de modernisation des services bancaires comprend notamment l'implémentation de nouveaux systèmes d'information, le développement et l'élargissement du réseau bancaire qui compte actuellement 1.720 agences au niveau national, l'ouverture d'agences digitales, de services de mobile banking, de SMS banking et le paiement électronique et ce, «afin de rattraper le retard enregistré».

MONNAIES

L'euro recule face au dollar

L'euro reculait face au dollar lundi, sous les feux croisés d'indicateurs économiques en berne en zone euro, en comparaison de chiffres plus reluisants côté américain. Vers midi, l'euro perdait 0,17% à 1,0635 dollar et 0,05% face à la livre à 86,98 pence. Selon des économistes, les signes d'une récession dans la zone euro deviennent "de plus en plus évidents" et cette situation "suggère non seulement qu'une nouvelle hausse des taux dans la zone euro est de moins en moins probable, mais aussi que le marché va s'en tenir à ses attentes de baisse des taux pour l'année prochaine, ce qui exerce pour l'instant une pression sur l'euro". L'activité du secteur privé en zone euro a en effet poursuivi son repli en septembre, à un rythme toujours élevé bien qu'un peu moindre que le mois précédent, selon l'indice PMI Flash publié vendredi. Dans le même temps, aux Etats-Unis, l'indice composite PMI (tous secteurs confondus) a, lui, fait ressortir une économie américaine en expansion, même si son rythme ralentit. Vendredi dernier, la devise européenne a atteint son plus bas face au billet vert depuis mars, à 1,0615 dollars pour un euro. Lundi, le dollar s'imposait également face à la livre britannique, qui s'inclinait de 0,12% à 1,2226 dollar pour une livre. La devise britannique était pénalisée par les craintes de récession au Royaume-Uni et le choix jeudi dernier de la Banque d'Angleterre de mettre en pause ses tours de vis monétaires, dans la foulée de la Fed mais avec un ton moins agressif que son homologue américaine. Dans le même temps, le yen perdait 0,16% à 148,62 yens pour un dollar, dans la foulée de la décision de Banque du Japon de poursuivre sa politique monétaire accommodante. Lundi, le yen atteignait un autre plus bas depuis début novembre, à 148,65 yens pour un dollar.

R E.

AMBASSADE D'ALGÉRIE EN TUNISIE

Une table ronde sur le climat d'investissement en Algérie

L'ambassade d'Algérie en Tunisie a organisé une table ronde sous le thème: "Climat d'investissement en Algérie à la lumière de la nouvelle loi sur l'investissement", en présence d'hommes d'affaires tunisiens et algériens établis en Tunisie et d'autres africains, en vue de présenter les différentes facilitations, les avantages et les incitations accordés par ce nouveau cadre juridique aux investisseurs nationaux et étrangers. La rencontre a eu lieu à l'occasion de la tenue à Tunis de la conférence de financement de l'investissement et du commerce en Afrique, les 20 et 21 septembre en cours. A l'issue de l'allocution d'ouverture de l'ambassadeur d'Algérie en Tunisie, M. Azouz Baalal, le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de

l'investissement (AAPI), M. Omar Rekkache a animé cette table ronde qui a vu une présence intense et qualitative d'hommes d'affaires tunisiens et algériens établis en Tunisie et d'autres de pays africains participant à la conférence, en sus de représentants d'organisations patronales des deux pays dont le secrétaire général du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Fayçal Ouaguenouni. Intervenant à cette occasion, M. Rekkache a évoqué les principales réformes qu'a connues l'AAPI pour s'acquitter de son rôle en matière de promotion de l'investissement. Il s'agit, notamment, de renforcer l'attractivité des investisseurs étrangers en Algérie, ce qui a été réalisé sur le terrain à travers l'élargissement des prérogatives de cet organisme devenu

l'intervenant principal dans les opérations d'octroi des assiettes foncières destinées à l'investissement, de ses bureaux au niveau des différentes wilayas du pays, en sus de la création du guichet unique destiné aux grands projets et investissements étrangers directs comportant différents secteurs ministériels et la création d'une plateforme numérique d'investissement. Evoquant les garanties et les avantages prévus par la loi 22-18, M. Rekkache a souligné que ce cadre juridique a consacré une plus grande protection aux investisseurs en leur offrant des garanties tel que le renforcement du principe de liberté d'investissement et du principe de traitement transparent et équitable des investisseurs nationaux et étrangers, rappelant la création d'une Haute commission nationale des

recours au niveau de la Présidence de la République. Le Directeur général de l'AAPI a également abordé les différentes facilitations et avantages d'ordre procédural et fiscal accordés par la loi, soit au début de la mise en œuvre du projet ou lors de l'exploitation, rappelant à ce propos la décision des autorités algériennes de supprimer la règle 49/51, sauf pour certains secteurs stratégiques. Les participants ont apprécié les sujets abordés lors de cette table ronde, qui leur a permis d'avoir une vision claire et globale des avantages prévus par la nouvelle loi sur les investissements, outre les énormes potentialités d'investissement qu'offre le marché algérien.

R E.

ALIMENTS POUR POISSONS

L'Unité de fabrication d'Ouargla fin prête

L'Unité de fabrication d'aliments réalisée à la ferme aquacole pilote d'élevage de crevettes d'eau douce située dans la commune de Hassi-Benabdallah, périphérie d'Ouargla, est fin prête pour entrer en phase de production, a indiqué lundi le directeur de la pêche et des ressources halieutiques (DPRH).

Fruit d'un partenariat Algéro-sud Coréen, cette structure, dont le montage et la mise en place des équipements techniques ont été achevés, offrira une capacité de production de 10 tonnes/jour d'aliments de poisson, toutes espèces confondues, a affirmé Salah Bouaïcha. Cette unité de fabrication, chargée de la production, du broyage, du malaxage, du refroidissement et du séchage, est appelée à satisfaire les demandes croissantes des aquaculteurs en la matière et à relancer des projets en suspens faute d'aliments pour poisson sur le marché, a signalé le même responsable. D'un investissement de 3,5 millions USD, cette installation devra générer, une fois entrée en production, une quinzaine d'emplois directs et plus de 20 autres indirects, a-t-on expliqué à la DPRH.

R E.

AGRICULTEURS AYANT BÉNÉFICIÉ DE CRÉDITS BONIFIÉS

Vers des mécanismes leur permettant de différer le règlement de leur dette

Les services du ministère de l'Agriculture et du Développement rural s'emploient, en coordination avec les organismes concernés, à «trouver des mécanismes permettant aux agriculteurs ayant bénéficié crédits bonifiés de différer le paiement de leurs dettes», a indiqué, dimanche après-midi à Constantine, le secrétaire général du ministère, Hamid Bensaïd.

Synthèse S R/Agence

Dans une déclaration à la presse en marge du 4ème Forum national pour le développement de la filière céréalière, organisé à la Maison de la culture Malek-Haddad, M. Bensaïd, a affirmé que «plusieurs propositions ont été étudiées pour apporter des solutions aux problèmes rencontrés par les professionnels du secteur agricole», précisant que des réunions consacrées au différé en question ont eu lieu avec les responsables des banques spécialisées dans le financement des agriculteurs. Le même responsable a ajouté que cette disposition s'inscrit dans le cadre des mesures initiées par le ministère pour promouvoir le secteur, telles que la fourniture de tous les intrants agricoles (semences et engrais) aux agriculteurs pour la campagne de labours-semailles 2023-2024, l'octroi de prêts incitatifs, ainsi que l'indemnisation des agriculteurs affectés par les pertes occasionnées par les perturbations climatiques. Selon M. Bensaïd, l'Algérie s'active aujourd'hui pour gagner le pari de l'autosuffisance alimentaire, s'orienter vers l'exportation, à travers l'exploitation optimale des terres agricoles, en particulier dans les zones sahariennes, et investir dans l'élément humain. Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a également fixé des objectifs à moyen et long terme, et pris d'autres mesures, telles que l'augmentation

de 30 pour cent du prix d'achat des céréales auprès des agriculteurs, l'augmentation de la prime de collecte des légumes secs et l'exclusivité de l'importation de légumes secs à l'Office interprofessionnel des céréales (OAIC) afin de protéger le produit national et de réduire drastiquement les importations, a encore souligné le SG du ministère.

Vers l'élaboration d'une nouvelle carte agricole

Par ailleurs, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural s'oriente vers l'élaboration d'une "carte nationale des sites prolifères et des capacités productives des exploitations agricoles". Cette carte sera élaborée à la suite d'un recensement agricole destiné à déterminer l'emplacement des champs et des terres agricoles afin d'identifier leurs atouts et leurs capacités productives, a ajouté M. Bensaïd qui intervenait au cours du 4ème Forum national pour le développement de la filière céréalière d'hiver, organisé dimanche à la Maison de la culture Malek-Haddad. Le même responsable a ajouté que cette mesure s'inscrit dans le cadre de la réorganisation du foncier agricole et de l'exploitation optimale des champs agricoles en vue d'obtenir une vision complète de la situation de la production céréalière, et de renforcer, sur le terrain, les capacités de pro-

duction sur l'ensemble du territoire national. M. Bensaïd a ajouté que le processus de préparation de cette carte nationale est supervisé par le Bureau national d'études pour le développement rural (BNEDER), en coordination avec le ministère de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire. Elle sera basée sur les technologies modernes telles que les caméras de drones et les images satellites de l'Agence spatiale algérienne, a-t-il souligné, notant que le processus d'enquête globale a déjà été lancé dans plusieurs régions du pays et sera achevé "dans les prochains mois". Cette carte nationale «contribuera à la mise en œuvre de plusieurs mesures de réforme du secteur, récemment initiées par les services du ministère de tutelle, telles que la réorientation du schéma stratégique de développement agricole des wilayas, l'élaboration d'un plan agricole pour chaque wilaya, ainsi que la mise en œuvre de la carte globale des zones à haute productivité», a indiqué M. Bensaïd. Il a également déclaré que l'objectif de la préparation de cette carte nationale, à moyen terme, est "d'amener les agriculteurs-investisseurs à adhérer aux plans agricoles, et non de leur permettre de produire les cultures de leur choix, mais, plutôt, en se conformant au programme national qui détermine les besoins de la population et du marché, en particulier en ce qui concerne les cultures stratégiques".

UNIVERSITÉ DE SÉTIF

Convention de coopération avec China National Building Material

Une convention de coopération et d'échanges scientifiques et technologiques a été signée, dimanche à Sétif, entre l'université Ferhat-Abbas (Sétif 1) et la China National Building Material (CNBM), prévoyant, notamment, la création d'un laboratoire algéro-chinois des matériaux de construction. Le directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mohamed Bouhicha, a indiqué, en marge de la cérémonie de signature, à l'université Sétif 1, que cette initiative "s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de coopération entre l'Algérie et la République populaire de Chine, deux pays qui entretiennent des relations étroites depuis 65 ans". Il a ajouté que la convention vise à "mettre en œuvre et à renforcer la coopération entre les deux parties dans les

domaines de la recherche et du développement, de la coopération internationale et de l'innovation technologique dans les domaines de la construction". M. Bouhicha a rappelé, à ce propos, que la CNBM est un leader mondial dans plusieurs domaines liés à la construction. Il a également souligné que cette convention de coopération permettra la mise en place, à Sétif, d'un laboratoire algéro-chinois des matériaux de construction qui sera le premier du genre en Afrique. Il a encore indiqué que le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, qui salue cette initiative, espère voir ce partenariat élargi davantage dans le domaine de la recherche scientifique et du développement technologique en Algérie. Pour sa part, le vice-président de la CNBM, (société nationale chinoise des matériaux de construction), Ji Chiyaw,

a estimé que la convention entre la CNBM qui est, selon lui le plus grand groupe industriel en matière de matériaux de construction dans le monde, constitue "un point important de la coopération (du groupe chinois) en Algérie". Les relations entre la République populaire de Chine et l'Algérie sont "profondes et seront encore renforcées dans le cadre de la coopération en matière de recherche scientifique et de développement technologique dans le domaine des matériaux de construction, en particulier le ciment et le verre", a-t-il encore déclaré. Selon M. Ji Chiyaw, la CNBM, qui a figuré, durant 13 ans, dans le classement annuel des 500 plus grandes entreprises du monde, compte 26 instituts de recherche scientifique et de conception et 11 laboratoires nationaux, en plus de 196 entreprises créées dans 76 pays où les projets de la CNBM, ses investissements extérieurs et ses sys-

tèmes de chaînes d'approvisionnement internationales sont largement répandus. Pour sa part, le recteur de l'université de Sétif 1, le Pr Mohamed El-Hadi Latrèche, a fait part de la volonté de l'institution qu'il dirige de mettre en œuvre tous les moyens pour que cette convention avec la CNBM soit un "accord gagnant-gagnant". Une convention, a-t-il souligné, dont l'importance est évidente pour "la promotion de la recherche commune de haut niveau et le transfert et le partage de la technologie maîtrisée par le partenaire chinois", en cela qu'elle (la convention) contribuera à l'ouverture de l'université sur son environnement international et soutiendra les projets de coopération scientifique et technologique entre l'Algérie et la République populaire de Chine.

R E.

PROJET DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2023

Les prévisions de recettes et de dépenses revues à la hausse

Le projet de la loi de finances (PLF) rectificative pour 2023 a revu à la hausse les prévisions budgétaires pour l'exercice en cours, en tablant sur des recettes budgétaires de près de 9.000 milliards de DA (+13%), et des dépenses de 14.706 milliards de DA (+6,7%).

Synthèse R.E.

Présentant lundi les détails du PLFR devant la Commission des finances et du Budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), en présence du président de la commission Saad Bghidja, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a précisé que les recettes budgétaires devaient passer de 7.901,9 milliards (mds) de DA (LF 2023) à 8.926,0 mds DA prévues dans le PLFR 2023, soit une hausse de 12,97 % par rapport aux prévisions contenues dans la loi de finances de 2023. Il est ainsi attendu une augmentation des recettes budgétaires, grâce notamment à une hausse de la fiscalité pétrolière, de 557,8 mds de DA, passant à 3.856,3 mds DA, contre 3.298,5 mds DA prévue dans la LF pour 2023. Cette évolution a été engendrée par la révision des prévisions affichées dans

le plan à moyen terme (PMT 2023-2027) de la compagnie nationale Sonatrach, a expliqué le ministre, soulignant que les quantités des produits d'hydrocarbures qui devraient être commercialisées en 2023, seraient de l'ordre de 171,3 millions de TEP, en augmentation de 6% par rapport aux quantités commercialisées en 2022. Le PLF rectificative 2023 s'attend également à la réalisation de recettes exceptionnelles qui devraient atteindre 1.410 mds DA, dont 848 mds proviennent de la Sonatrach et 400 mds DA des dividendes de la Banque d'Algérie. Ces prévisions de recettes budgétaires ont été établies sur la base d'un prix de référence (fiscal) du baril de pétrole brut et le prix de marché respectivement à 60 dollars et à 70 dollars, qui restent inchangés par rapport à la loi de finances 2023, souligne M. Faïd. S'agissant des dépenses budgétaires,

elles se situeraient à 14.706,8 mds DA dans le projet de la loi de finances rectificatives pour 2023, contre 13.786,8 mds DA votées dans la loi de finances pour 2023, soit une hausse de 920 mds DA (+6,7%). Au titre des transferts de crédits opérés à partir de la dotation « crédits non assignés », un total d'autorisation d'engagement (AE) a été fixé à 1.651,97 mds DA et de 1.373,42 mds DA au titre de crédits de paiement (CP). Ces autorisations d'engagements et crédits de paiement sont destinées à la prise en charge des diverses actions décidées par les pouvoirs publics. Il s'agit notamment de l'augmentation des traitements des fonctionnaires issue de la révision des grilles des points indiciaires (578,91 mds DA), du programme de renforcement des capacités de stockage national des céréales (328,55 mds DA en AE et 228,55 mds DA en CP), l'inscription et la réévaluation

des opérations relevant du secteur des travaux publics pour un montant global de 246,22 mds DA en AE et 199,77 mds DA en CP, qui comprend principalement les projets phosphate intégré (PPI) et la ligne minière Béchar-Tindouf (Gara Djebilet), la prise en charge des dégâts causés par les intempéries ainsi que d'autres projets au niveau des différentes wilayas. Ces dotations couvrent aussi la sécurisation de l'alimentation en eau potable pour faire face à la problématique du stress hydrique, avec des transferts de crédits d'un montant global de 86,83 mds DA en AE et 23 mds DA en CP, pour la réalisation notamment des travaux de raccordement des stations de dessalement d'eau de mer (SDEM) de Bejaia et El Tar, l'approvisionnement en eau potable pour la résorption du déficit enregistré au niveau de 19 wilayas, a détaillé le ministre.

BALANCE DES PAIEMENTS

Un excédent de 7,1 milliards USD attendu en 2023

La balance des paiements devrait afficher cette année un solde positif de 7,1 milliards de dollars (mds USD) en raison de l'amélioration notable du solde de la balance commerciale, selon les prévisions contenues dans le projet de loi de Finances rectificative pour 2023 (PLFR). Présenté ce lundi devant la Commission des finances et du Budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) par le ministre des Finances, Laaziz Faïd, le PLFR 2023 prévoit, pour la balance des paiements, un solde de + 7,1 mds USD (3,4% du PIB), contre 5,7

mds USD (3,3% du PIB) prévu dans la loi de finances initiale pour 2023. Cet excédent résulte principalement de l'amélioration du solde de la balance commerciale de 1,9 mds USD, passant de 9,4 mds USD prévu dans la LF 2023 à 11,3 mds USD prévu dans le PLFR 2023. Dans ce contexte, une « relative stabilité des prix du pétrole brut, dont le niveau se situe autour d'un prix moyen d'environ 81 dollars le baril au premier semestre 2023 », ainsi qu'« une amélioration des équilibres internes », qui a pour origines les mesures prises par les pouvoirs pu-

blics, notamment « en matière de préservation de l'activité économique, de maîtrise de la dépense publique et d'encadrement du commerce extérieur » ont été relevés. Ainsi, le PLFR prévoit une hausse des exportations de biens qui devraient atteindre en 2023 une valeur de 52,8 mds de dollars, soit une augmentation de 6,5 mds USD par rapport aux projections de la LF 2023 qui tablait sur des exportations de 46,3 mds US. Les recettes d'exportations d'hydrocarbures devraient passer de 38,8 mds US à 47,5 mds USD, suite à la

révision à la hausse des quantités d'hydrocarbures à exporter en 2023. Quant aux importations de biens, elles marqueraient une progression, en dollar courant, en 2023 de +12,5% par rapport à la LF 2023, pour atteindre 41,5 mds USD. Cette révision à la hausse des importations est due à « la prise en compte des réalisations des cinq premiers mois de l'année 2023, qui marquent une évolution positive (+9%), comparativement à la même période de 2022, et de l'augmentation prévue des dépenses budgétaires », souligné le ministre. S'agis-

sant de la croissance économique, il est attendu en 2023 une croissance de 5,3% du produit intérieur brut, contre 4,1% prévue dans la loi de finances initiale pour 2023, tirée principalement par l'accroissement du secteur des hydrocarbures, de +6,1%. La croissance du PIB hors hydrocarbures (PIB-HH) se situerait à 4,9% dans le PLFR 2023, résultant principalement des services, avec une croissance de 4,8%, le secteur du bâtiment et des travaux publics (+6,6%) et la croissance du secteur agricole (+5,4).

PRÉSERVATION DU POUVOIR D'ACHAT DES TRAVAILLEURS

L'UGTA va présenter des propositions au gouvernement

Le nouveau Secrétaire général (SG) de l'Union générale des travailleurs algériens, M. Amar Takdjout, a dévoilé sa feuille de route pour son mandat à la tête de la Centrale syndicale. Lors de son intervention dans l'émission « Invité de la matinale » de la Chaîne 2 de la Radio Algérienne ce lundi, le nouveau dirigeant de l'UGTA a annoncé que son organisation présentera des propositions visant à améliorer la situation socioprofessionnelle des travailleurs. Lors de son intervention, il a abordé le contexte de la rentrée sociale en Algérie. Il a souligné les points positifs et les améliorations enregistrées, mais il a

également évoqué les nombreuses contraintes auxquelles les travailleurs font face, en particulier, le problème de l'érosion du pouvoir d'achat face à la hausse des prix. Le SG de l'UGTA a cependant souligné que cette réalité « objective » n'est pas propre à l'Algérie et qu'elle constitue un dénominateur commun à tous les pays de la planète. Selon M. Takdjout, la question du pouvoir d'achat nécessite une réflexion approfondie, car « les augmentations accordées sont rapidement grignotées par l'inflation ». « Les mécanismes en vigueur visant à préserver le pouvoir d'achat s'avèrent insuffisants, nous avons l'intention de faire des propositions qui permettront

de maîtriser les prix et préserver le train de vie des travailleurs », a-t-il indiqué. En plus des conditions sociales des travailleurs, la centrale syndicale se préoccupe de leur santé mentale. « Nous ne devons pas nous limiter aux seules maladies professionnelles, mais nous devons prendre en charge le problème de la santé mentale des travailleurs, qui affecte la plupart d'entre eux et impacte l'économie nationale dans son ensemble », a-t-il souligné. À cet égard, il a annoncé la création d'un département composé d'experts et de médecins pour garantir le bien-être psychologique de la population active.

Le secrétaire général de l'UGTA a appelé les responsables à prendre en compte les préoccupations sociales et professionnelles des travailleurs, en recommandant notamment une meilleure communication envers les citoyens pour rétablir la confiance et renforcer le Front intérieur. Par ailleurs, M. Takdjout a invité les entreprises privées à respecter le droit des travailleurs à l'organisation et à la création de syndicats : « les dirigeants d'entreprises privées qui sont organisés en patronat doivent respecter les lois de la République et accorder aux travailleurs le droit de créer leurs propres syndicats ».

R.E.

DJANET

Affluence à l'exposition-vente des fournitures scolaires

L'expo-vente des fournitures scolaires qui se tient à la maison de jeunes de Djanet connaît une grande affluence des parents d'élèves et familles venus faire leurs achats en articles scolaires à des prix compétitifs, a-t-on constaté. Intervenant dans le cadre des préparatifs pour la rentrée scolaire 2023/2024, cette manifestation, initiée par la direction du commerce et de la promotion des exportations (DCPE) en coordination avec la wilaya de Djanet, draine, depuis le début de ce mois de septembre, un large public venu acquérir les articles scolaires et les besoins de leurs enfants pour l'année scolaire. Approché par l'APS, le DCPE, Driss El-Houas, s'est félicité de l'organisation de cette manifestation de proximité venant en aide aux parents et familles défavorisées leur atténuant le fardeau des dépenses liées à cet événement. De son côté, l'exposant, Kheireddine Rezeiguia a fait savoir qu'il tend, au travers la mise en vente d'une panoplie d'articles, à assurer le succès de cette initiative visant à protéger le pouvoir d'achat des citoyens. De nombreux visiteurs, accompagnés de leurs enfants scolarisés, se sont félicités de la mise sur pied de cette manifestation de proximité leur permettant de faire leurs achats à des prix abordables et préserver le budget familial.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Deux expositions sur les réalisations du secteur à Khenchela et Sétif

Deux expositions sur le bilan des activités et réalisations du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels et les différentes offres ouvertes pour les jeunes au titre de la rentrée d'octobre 2023 ont été organisées dimanche dans les wilayas de Khenchela et de Sétif.

A Khenchela, le secrétaire général de la wilaya Abdelmalek Aissaoui accompagné du directeur local de la formation et de l'enseignement professionnels, Abdelaziz Kadri, a procédé à l'ouverture d'une exposition visant à mettre en avant les efforts du secteur et encourager les jeunes à s'inscrire dans les différentes offres de formation disponibles. L'exposition organisée à l'Office des établissements de jeunes Odej du 24 au 30 septembre courant est marquée par la participation d'établissements du secteur de la formation professionnelle à savoir les différents instituts, centres et annexes de formation existant à travers les 21 communes de la wilaya. Les représentants des structures participantes ont organisé des ateliers de formation et exposé les différents moyens pédagogiques utilisés dans les spécialités considérées comme prioritaires pour l'économie nationale. Il a été procédé aussi à la réservation d'espaces pour mettre en avant les efforts déployés par le secteur pour promouvoir la formation dans la wilaya en distribuant des prospectus et des affiches expliquant les procédures à suivre pour rejoindre les centres de formation.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur local de la formation et de l'enseignement professionnels a indiqué que "la manifestation constitue une opportunité pour sensibiliser les citoyens, les jeunes notamment sur les différentes spécialités introduites par le secteur et mettre en exergue également le rôle de la formation professionnelle dans l'acquisition de compétences et la facilitation du processus de l'insertion professionnelle". Les festivités du salon de wilaya sur la formation et l'enseignement professionnels ont été ouvertes aussi à la salle des expositions du parc d'attraction de Sétif sous le slogan "défis du renouveau économique" avec la participation d'un nombre considérable de partenaires économiques. En marge de cette manifestation dont le coup d'envoi a été donné par le wali Mustapha Limani qui était accompagné des autorités locales, le directeur de wilaya de la formation et de l'enseignement professionnels, Dris Abdelkrim a déclaré à l'APS que "l'événement est organisé en collaboration et en partenariat avec plusieurs acteurs concernés et opérateurs économiques en rapport avec le thème de la formation, faisant état de 50 pavillons installés dans ce cadre par les secteurs public et privé". Il a ajouté que la manifestation s'inscrit

dans le cadre des préparatifs de la rentrée professionnelle "session octobre 2023" en exécution des orientations du ministère de tutelle visant à faire connaître aux citoyens les moyens humains et matériels dont dispose le secteur ainsi que les opportunités de partenariat avec les différentes entreprises économiques. La manifestation vise aussi à mettre en avant la relation entre les secteurs de la formation et de l'enseignement professionnels et les entreprises économiques en vue de les encourager à capter le maximum des demandeurs de formation, selon le même responsable. A cette occasion, le chef de l'exécutif local a donné le coup d'envoi de deux caravanes de sensibilisation sur ce même thème, une vers la commune d'El Eulma et ses environs (Est de Sétif) et l'autre à destination de la commune d'Ain El Kebira au nord de la wilaya qui devront sillonner, une semaine durant, les quatre coins de la wilaya notamment les régions enclavées, en insistant surtout sur la sensibilisation de la femme au foyer sur les différentes opportunités de formation disponibles.

ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Une délégation du ministère de l'Hydraulique à Skikda

Une délégation du ministère de l'Hydraulique est arrivée dimanche à Skikda pour s'enquérir des besoins du secteur afin d'œuvrer à améliorer la qualité du service public au profit du citoyen, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. La visite vient "consacrer l'effort des hautes instances du pays visant à améliorer les conditions de vie des citoyens à travers l'étude de la situation des projets du secteur de l'hydraulique, à l'échelle locale", a précisé la même source.

Parmi les projets importants étudiés avec le wali de Skikda Mme Houria Meddahi et les directeurs de wilaya concernés figure l'opération de réalisation d'une station de dessalement d'eau de mer à Collo (Ouest de Skikda) d'une capacité de 300.000 m3 par jour, ont indiqué les services de la wilaya, qui ont souligné l'importance d'accélérer l'achèvement de l'étude relative au projet qui revêt une importance dans la valorisation de la ressource en eau. Il a été procédé également à l'étude d'une proposition de

transfert de la gestion de la station de traitement de l'eau potable de Hamadi Krouma à l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) et accélérer ainsi le transfert de la gestion de la station de dessalement d'eau de mer de la commune d'El Marsa à l'unité de l'ADE. L'accent a été mis aussi sur l'importance d'accélérer la réalisation de la station d'épuration des eaux usées et de la mettre en service pour garantir la propreté des plages à partir de la cité Larbi Ben M'hidi au chef-lieu de wilaya jusqu'à la commune de Filfila. Selon la même source, le re-

tard enregistré dans la conduite du projet de rénovation du réseau d'eau potable dans la commune de Collo et autres projets ont été évoqués à cette occasion. Au cours de cette rencontre, Mme Meddahi a réitéré son engagement à veiller à la concrétisation de ces projets considérés comme importants dans l'amélioration du système d'alimentation en eau potable (AEP) d'autant que des régions de la wilaya souffrent de perturbations en matière d'approvisionnement en cette substance vitale, a-t-on fait savoir.

TIZI-OUZOU

Un Salon national du bijou traditionnel le 30 octobre

Un Salon national pour le soutien de la production du bijou traditionnel se tiendra dans la wilaya de Tizi-Ouzou du 30 octobre au 5 novembre prochains, a-t-on appris dimanche, auprès des organisateurs. Initié par la Chambre de wilaya de l'Artisanat et des métiers (CAM), cet événement qui s'étalera sur six jours sera une occasion pour faire la promotion du bijou traditionnel algé-

rien dans toute sa diversité, a indiqué à l'APS la chargée de la promotion au niveau de la Chambre, Zahia Djenane. Les inscriptions pour la manifestation sont ouvertes, et tous les bijoutiers à travers le territoire national intéressés par cet événement qui se tiendra au niveau de la placette de l'Olivier de la ville de Tizi-Ouzou, sont invités à contacter la CAM pour s'inscrire, selon l'appel lancé par les

organisateurs. "Le Salon offrira un espace de rencontre entre les artisans des différentes régions du pays pour échanger leurs expériences sur les voies de promotions de leurs produits, le design, entre autres", a indiqué Mme Djennane. La manifestation, organisée en coordination avec la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers, constituera également une opportunité de commercialisation de bijou traditionnel,

a ajouté la chargée de la promotion. Les visiteurs du Salon auront le choix entre divers bijoux, sachant que chaque région du pays se distingue par ses bijoux spécifiques. Concernant les inscriptions qui seront clôturées le 15 octobre, la même responsable a fait savoir qu'outre Tizi-Ouzou, des bijoutiers de quatre autres wilayas se sont déjà inscrits à savoir Annaba, Sidi Belabes, Batna et Alger.

Géopolitique du dessalement d'eau de mer

Le dessalement d'eau s'impose progressivement comme la solution de premier plan pour faire face au stress hydrique croissant, c'est-à-dire au déséquilibre entre la demande en eau et la quantité disponible. Les Nations unies estiment qu'en 2025, les deux tiers de la population mondiale seront concernés par ces défis.

Si les causes de la raréfaction de l'eau sont multiples (changement climatique, agriculture intensive et croissance démographique), elle impose aux États de repenser leurs politiques hydriques, centrales pour la préservation de leur stabilité, résilience et souveraineté.

Un véritable « boom » des industries de dessalement est à l'œuvre. La majorité des pays du Golfe dépend désormais en grande partie de l'eau dessalée pour la consommation de leurs habitants : aux Émirats arabes unis (EAU), 42 % de l'eau potable provient d'usines de dessalement représentant plus de 7 millions de mètres cubes (m3) par jour, 90 % pour le Koweït, 86 % pour Oman, 70 % pour l'Arabie Saoudite. En 2022, plus de 21 000 stations de dessalement d'eau de mer sont opérationnelles dans le monde, soit presque deux fois plus qu'il y a dix ans, et le secteur connaît une croissance de l'ordre de + 6 % à + 12 % de capacité par an.

En 2030, les capacités de dessalement des pays du Moyen-Orient devraient quasiment doubler, s'inscrivant dans le cadre de plans quinquennaux annoncés afin de préparer la transition de ces économies à « l'après pétrole ». Les capacités de dessalement de l'Arabie Saoudite passeront de 5,6 millions de m3 par jour en 2022 à 8,5 millions de m3 par jour en 2025, et devront couvrir plus de 90 % de la consommation en eau du pays. De même aux EAU, au Koweït, à Bahreïn ou en Israël, où la production d'eau dessalée va plus que doubler d'ici à 2030.

Avec l'essor des solutions disponibles pour répondre à tous les besoins, ces technologies sont désormais demandées sur pratiquement tous les continents et le Moyen-Orient ne représente plus que 50 % des capacités installées dans le monde. En Afrique, des projets d'envergure ont été récemment annoncés en Algérie et au Maroc, pays jusqu'alors dotés d'eau potable en quantité suffisante. D'autres comme le Ghana, le Sénégal et le Kenya alimentent de nombreuses villes grâce à de l'eau de mer dessalée. C'est aussi le cas de la ville du Caire. Dans la zone indo-pacifique, notamment en Chine et en Inde, les besoins en eau dessalée augmentent, tirés vers le haut par une industrie en croissance et une eau disponible qui diminue. Pour la seule année 2020, plus de 35 usines de dessalement ont été annoncées en Chine, six aux Philippines et six à Taïwan. Sur le continent Américain, la côte ouest des États-Unis se démarque par d'importants projets en la matière (Californie), et le Texas n'est pas en reste. En Amérique latine, de nouveaux projets naissent au Pérou et au Chili majoritairement poussés par les besoins de l'industrie minière tandis qu'au Mexique



la demande d'eau dessalée vient plutôt de la population. Enfin, les zones insulaires se démarquent par leur besoin élevé en eau dessalée : Cebu aux Philippines, le Cap-Vert, les Canaries ou encore les Maldives font de plus en plus appel à des capacités de dessalement.

Des leaders européens mais les acteurs asiatiques, ou locaux, prennent de l'essor

Les acteurs industriels sont nombreux et de tailles diverses bien que certains s'imposent depuis plus de dix ans comme les leaders incontestés du marché : en France, Engie et Veolia dont la fusion avec Suez ouvre de nouvelles perspectives sur le continent américain, au Moyen-Orient et en Europe, mais aussi IDE Technologies, champion israélien du dessalement, le coréen Doosan Heavy, le chinois Abengoa ou l'espagnol Acciona. Plus récemment, des entreprises des pays émergents se sont singularisées par l'obtention de contrats d'envergure. C'est notamment le cas des acteurs du Golfe, l'émirati Metito et le saoudien Advanced Water Technologies. L'Égypte dispose également d'industriels. Dans l'ensemble, si la technologie de l'osmose inverse est largement maîtrisée, la différenciation se fait sur les capacités, les coûts opérationnels, la consommation d'électricité et la durée de vie des installations.

Un immense défi pour le climat

Dessaler l'eau de mer est un procédé cher, énergivore et qui rejette des quantités importantes de gaz à effet de serre (GES) dans la plupart des pays dotés d'un mix électrique très intensif en CO2. La consommation électrique des usines est élevée, variant selon les techniques à l'œuvre ; si les procédés de dessalement thermique, de moins en moins utilisés, consomment plus de 5 kilowattheures (kWh) d'énergie par m3 d'eau dessalée, le procédé de dessalement par osmose inverse, le plus ré-

pandu désormais, permet de dessaler 1 mètre cube (m3) d'eau avec en moyenne entre 2,5 et 3 kWh, le record étant établi par une usine saoudienne à 2,27 kWh.

Dans les pays du Moyen-Orient, les usines de dessalement ont largement bénéficié d'un mix énergétique fondé sur les énergies fossiles et permettant un dessalement bon marché. La consommation d'électricité du secteur du dessalement d'eau a été multipliée par trois en Arabie Saoudite pendant la période 2005-2020, pour atteindre environ 6 % de la consommation totale d'électricité du royaume, soit environ 17 térawattheures (TWh) en 2020, où l'équivalent de la production annuelle d'une grosse centrale nucléaire. Un doublement des capacités de dessalement fera donc bondir la demande d'électricité, et les émissions associées si le mix électrique largement dominé par les hydrocarbures reste inchangé. La demande de gaz et de pétrole pour produire cette électricité en serait aussi augmentée. Plusieurs pays du Golfe commencent ainsi à mobiliser les énergies renouvelables, à l'image de la centrale par osmose inverse d'Al Khafji en Arabie Saoudite qui dessale chaque jour 60 000 m3, alimentée par des panneaux photovoltaïques. Enfin, on trouve également des centrales qui fonctionnent par énergie houlomotrice et géothermique.

Un autre enjeu qui se pose quant au dessalement est la gestion des saumures, c'est-à-dire des particules de sel qui ont été séparées de l'eau de mer et qui sont souvent rejetées dans la mer causant une augmentation des niveaux de salinité de l'eau.

Enfin, dernier enjeu clé : améliorer les performances sur l'ensemble de la chaîne, et pas seulement au niveau de la production. Les pertes sur les réseaux de transmission et de distribution à la sortie des usines jusqu'aux consommateurs finaux sont extrêmement élevées, atteignant des niveaux de plus de 50 % dans la plupart des

pays du Golfe.

Dès lors, si le recours au dessalement semble inévitable et voué à connaître une expansion très forte, il est urgent de sortir de la dépendance de ces procédés aux énergies fossiles car le doublement des capacités installées au Moyen-Orient d'ici à 2030 devrait provoquer une hausse importante des émissions, à moins que les mix électriques, à l'instar des EAU qui ont notamment déployé du nucléaire, ne se verdissent.

Deux solutions sont donc requises : d'une part la mise en place d'usines de dessalement alimentées par des sources d'énergies bas carbone (champs de panneaux solaires, solaire à concentration, éoliennes, énergie houlomotrice, voire nucléaire) et éventuellement des centrales à cycle combiné pour l'appoint (éventuellement en cycle fermé), et donc la décarbonation des mix électriques pour assurer une alimentation bas carbone de ces usines.

D'autre part, la construction d'infrastructures de la sorte ne doit pas se substituer à une politique d'efficacité énergétique, d'optimisation des parcs, de chasse aux pertes et gaspillages et de collecte et traitement des eaux : il est indispensable d'améliorer la gouvernance de la ressource dans de nombreux pays, ainsi que de réduire les subventions à la consommation, pour réduire les pertes et inciter à mettre en œuvre des politiques durables d'utilisation de l'eau dans l'industrie, l'agriculture et le secteur résidentiel. L'année 2023 sera marquée par la Conférence des Nations unies sur l'eau, et la présidence émirienne de la COP28, succédant à celle de l'Égypte, deux pays affichant de forts besoins, le développement d'une industrie durable et la rationalisation du marché de l'eau doivent être une priorité.

Source : Institut français des relations internationales (septembre 2023)

ARABIE SAOUDITE

Le PIB saoudien dépasse les 1000 milliards de dollars, une première

L'Arabie saoudite a franchi une étape importante alors que son produit intérieur brut a dépassé pour la première fois la barre convoitée des 1 000 milliards de dollars, a révélé l'organisme qui chapeaute la communauté des affaires du Royaume. Selon l'agence de presse saoudienne, la Fédération des chambres saoudiennes a révélé que le Royaume avait atteint un produit intérieur brut (PIB) de 4,15 billions de riyals saoudiens (1,11 billions de dollars; 1 dollar = 0,94 euro), réalisant ainsi les objectifs de l'État pour 2025.

L'agence de presse saoudienne a cité l'étude de la Fédération des chambres saoudiennes selon laquelle le Royaume a atteint un taux de croissance économique de 8,7% en 2022, soit le taux le plus élevé parmi les États membres du G20.

Le rapport indique également que la contribution du secteur privé à l'économie a augmenté pour atteindre 1,63 billion de riyals saoudiens, soit 41% du PIB en 2022, avec un taux de croissance de 5,3%.

Le renforcement du secteur privé non pétrolier est un objectif clé de la Vision 2030 de l'Arabie saoudite, car l'économie du Royaume a progressivement réduit sa dépendance à l'égard du pétrole. Sous l'impulsion de Vision 2030 Le rapport ajoute que les investissements non gouvernementaux ont augmenté pour atteindre 907,5 milliards de riyals saoudiens, avec un taux de croissance de 32,6% en 2022, tandis que le nombre de travailleurs privés est passé de 8,08 millions en 2021 à 9,42 millions en 2022. En outre, le nombre de Saoudiens travaillant dans le secteur privé est passé de 1,91 million en 2021 à 2,19 millions en 2022.

CIBLANT DES PME EN AFRIQUE DU NORD

La BERD engage plus de 30 millions \$ dans le quatrième fonds de Meditterrania

Après deux précédents investissements dans les 2e et 3e véhicules d'investissement de la firme de private equity Meditterrania, la BERD annonce une nouvelle prise de participation dans le quatrième fonds de Meditterrania. L'initiative vise à financer des entreprises de taille moyenne, évoluant principalement en Afrique du Nord.

Mediterranea Capital qui investit dans des petites et moyennes entreprises (PME) et entreprises de taille intermédiaire a annoncé, jeudi 21 septembre, qu'elle recevra 30 millions d'euros (31,9 millions \$) de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Ce financement sera injecté dans son fonds MC IV. Il s'agit du quatrième véhicule d'investissement de Meditterrania qui vise à lever 350 millions d'euros pour financer des entreprises en croissance, principalement en Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Tunisie et Egypte) et dans une moindre mesure en

Afrique subsaharienne francophone. Cette décision d'investissement de la BERD intervient près d'un an après la réflexion stratégique qu'elle a engagée en vue de réaliser une prise de participation d'un montant maximum de 30,2 millions d'euros, dans le fonds MC IV. La réflexion sur ce projet d'investissement avait été annoncée en octobre 2022. 11 mois après, la BERD à travers son conseil d'administration a finalement approuvé cet investissement. Il faut dire que ce n'est pas la première fois que cette institution financière européenne investit dans un fonds d'investissement levé par Meditterrania. En novembre 2017, la BERD s'était engagée à hauteur de 15 mil-

lions d'euros, dans le troisième fonds de Meditterrania, pour financer des PME en Egypte, au Maroc et en Tunisie. Plus tôt en 2013, l'institution financière européenne avait engagé environ 20 millions d'euros dans le deuxième fonds de Meditterrania. Dans le cadre de cette nouvelle opération avec le fonds MC IV, il s'agira surtout de soutenir des entreprises dynamiques et en croissance, évoluant dans des secteurs vitaux et dont le chiffre d'affaires annuel est compris entre 20 et 300 millions d'euros. Ce soutien devrait permettre à ces entreprises de poursuivre leur croissance et à la BERD de générer des rendements financiers pour ses actionnaires.

MAROC

11,7 milliards \$ prévisionnels pour financer le programme de reconstruction après le séisme

Le roi Mohammed VI a présidé cette semaine une séance de travail consacrée au programme de reconstruction des régions sinistrées par le séisme d'Al Haouz. Les derniers chiffres font état de 2 930 villages endommagés dans les montagnes du Haut Atlas, plus de 2 900 morts et plus de 5 600 blessés.

Le gouvernement marocain prévoit au moins 120 milliards de dirhams, soit près de 11,7 milliards USD pour reconstruire le pays après le tremblement de terre survenu le 8 septembre dernier.

D'après ce qu'a indiqué le palais royal à la suite d'une réunion tenue par le roi Mohammed VI avec des responsables gouvernementaux et de l'armée, le programme de reconstruction s'étendra sur 5 ans et ciblera 4,2 millions de personnes dans les régions les plus touchées, dont celles d'Al-Haouz (épicerie du séisme), Taroudant, Chichaoua, Marrakech, Ouarzazate et Azizla.

Le palais a indiqué que « le finance-

ment de ce grand programme sera assuré à partir de crédits alloués du budget général de l'Etat, de contributions des collectivités territoriales et du Compte spécial de solidarité dédié à la gestion des effets du tremblement de terre, ainsi qu'à travers des dons et la coopération internationale ».

Dans le pays, les recherches se poursuivent toujours pour retrouver des survivants. D'après un point effectué vendredi par le ministre chargé du budget, Faouzi Lekjaa, lors d'une présentation au Parlement, au moins 59 674 maisons ont été endommagées, dont 32% se sont totalement effondrées. Les rescapés sont relogés dans des campements, et cela laisse présager un chantier titanesque.

L'Etat a par ailleurs promis des appuis directs de 30 000 dirhams par ménage (environ 2 900 \$). Le séisme qui a frappé le Maroc est survenu en pleine relance économique, le pays ayant été fortement impacté par la crise de la Covid-19 qui a duré deux ans. Les autorités ont aussi dû faire face en 2022 à

des épisodes de grogne populaires dénonçant la flambée des prix et la cherté de la vie.

Le royaume chérifien connaissait jusqu'alors une relative stabilité politique et économique consécutive à des réformes gouvernementales, et de nombreuses actions diplomatiques initiées par le roi dans l'optique d'améliorer le climat des affaires et accroître les investissements.

L'Institut d'études géologiques des USA a chiffré à au moins 10 milliards de dirhams (environ 975 millions \$) les pertes liées au séisme. Selon un bilan provisoire publié dans la presse marocaine, le compte spécial avait reçu samedi dernier plus de 6 milliards de dirhams, soit près de 585 millions \$.

Pour rappel, le séisme d'Al-Hoceima en 2004 avait fait plus de 600 morts et mis 30 000 Marocains à la rue. Le relogement définitif de tous les sans-abris avait nécessité plus de deux ans.

SELON UNE ÉTUDE

Près de la moitié des tunisiens émigrés en Italie travaillent dans la construction et l'agriculture

La main-d'œuvre tunisienne émigrée en Italie est relativement surreprésentée dans l'agriculture et la construction.

C'est ce que révèle les résultats d'une étude sur les travailleurs tunisiens migrants en Italie qui a été réalisée dans le cadre du projet international « Promoting Migration Governance » financé par le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et de Développement (BMZ), et ce dans le but de dresser un diagnostic de la situation sociale des émigrés tunisiens en Italie.

Selon les données de l'étude, le secteur industriel emploie 40% des travailleurs tunisiens émigrés en Italie et

cette forte présence dans le secteur est en grande partie le fait de son recrutement dans le secteur de la construction où travaillent 22% des Tunisiens.

Par conséquent, les travailleurs tunisiens sont relativement plus exposés aux risques des conditions de travail, notamment en matière d'accidents de travail et de maladies professionnelles. La main-d'œuvre tunisienne est également relativement surreprésentée dans le secteur « Agriculture, chasse et pêche » qui absorbe 18,2% des travailleurs tunisiens. C'est une deuxième caractéristique des risques liés aux conditions de travail.

Ainsi, 40,2% des salariés tunisiens émigrés en Italie sont employés dans les secteurs de la construction et de

l'agriculture. Une part importante de la main-d'œuvre tunisienne exerce un travail manuel spécialisé, 42%. Inversement, elle est sousreprésentée dans le groupe profession « employés, vendeurs et services personnels » où son poids relatif est d'environ la moitié du poids relatif du total de la main-d'œuvre immigrée (13% contre 30%). La part des cadres tunisiens est seulement de 2%, inférieure de trois points à la moyenne. La caractéristique commune à toute la main-d'œuvre non européenne, y compris sa composante tunisienne, est la présence d'une forte proportion de travailleurs non qualifiés, 42% parmi les Tunisiens contre 38% du total des immigrés non européens.

AFRICA TRADE BAROMETER DE STANDARD BANK

Comment évolue le commerce intra-africain selon les entrepreneurs subsahariens

Le rapport révèle que plus de la moitié des entreprises sondées n'ont pas encore entendu parler de la Zone de libre-échange continentale africaine, et recommande aux Etats d'intensifier la communication à ce sujet.

23 % seulement des entreprises opérant en Afrique subsaharienne pensent que les échanges commerciaux intra-régionaux sont « très faciles » ou « extrêmement faciles », selon un rapport publié le 20 septembre par le groupe bancaire sud-africain Standard Bank.

Intitulé « Standard Bank Africa Trade Barometer 2023 : An overview of the current cross-border trade landscape in Sub-Saharan Africa », ce rapport se base essentiellement sur une enquête menée en mai 2023 auprès de 2500 entreprises opérant dans dix pays de la région : l'Angola, le Ghana, le Kenya, le Mozambique, la Namibie, le Nigeria, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie.

Il en ressort également que 35% de ces entreprises, dont 68% sont des PME, estiment que les échanges commerciaux intra-régionaux demeurent « très difficiles » ou « extrêmement difficiles », alors que 26% affirment qu'ils ne sont « ni faciles, ni difficiles » et 15% refusent de se prononcer à ce sujet.

Les entreprises jugeant que le commerce intra-régional est très difficile expliquent leur perception par les droits de douane élevés, les réglementations commerciales inadéquates, l'insuffisance des infrastructures de transport et des pénuries des devises utilisées dans le règlement des transactions, dont notamment le dollar américain.

Alors que l'Afrique subsaharienne ne compte en moyenne qu'environ 31 kilomètres de routes goudronnées pour 100 kilomètres carrés contre une moyenne de 134 kilomètres dans les autres pays à faible re-

venu à travers le monde, les infrastructures routières représentent un défi important pour les entreprises qui souhaitent avoir des activités commerciales intra-régionales, en particulier en Ouganda (39 % des entreprises sondées) et au Nigeria (35 %). Par ailleurs, les coupures d'électricité sont citées comme étant un important obstacle pour les entreprises, notamment en Afrique du Sud (40%), en Tanzanie (38%), et au Nigeria (21%).

La pénurie des devises étrangères sur le continent découle essentiellement de la dépréciation des monnaies africaines, de la fuite des capitaux internationaux, de la hausse des taux d'intérêt sur les marchés internationaux et de l'augmentation du service de la dette.

La Zlecaf reste largement méconnue

Le rapport révèle d'autre part que 44% seulement des entreprises sondées déclarent avoir pris connaissance de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Bien qu'il représente une importante amélioration par rapport à la précédente édition de « Standard Bank Africa Trade Barometer » (septembre 2022), ce taux demeure faible, surtout que tous les pays d'origine des entreprises interrogées ont signé l'accord portant création du marché commun africain. D'où la nécessité d'intensifier la communication à ce sujet surtout au Nigeria, en Namibie et en Zambie, où l'écrasante majorité des entreprises affirment qu'ils n'ont pas encore entendu parler de la Zlecaf.

Quoi qu'il en soit, la plupart des entreprises estiment que la mise en œuvre de la Zlecaf aura des retombées positives pour

leurs activités. Les avantages les plus cités de cette zone de libre-échange sont sa contribution à faciliter la circulation des biens et des services à travers les frontières africaines (32%), l'accès à des marchés plus vastes pour les biens et les services (30%), et l'accélération du développement du secteur industriel dans les pays du continent (25%).

En ce qui concerne les perspectives économiques au Sud du Sahara, le niveau de confiance des entreprises dans les performances économiques du (ou des) pays où elles opèrent a connu une légère hausse par rapport à la précédente édition du baromètre. Evalué sur une échelle de 0 à 100 points (100 points correspondent à une confiance totale et 0 à une absence de confiance), le score moyen relatif à ce niveau de confiance s'est établi à 58 points contre 57 en septembre 2022. Sept pays sur dix ont enregistré une augmentation du niveau de confiance des entreprises dans leurs performances économiques. Le Nigeria a enregistré la plus forte hausse dans ce chapitre (+10 points), en raison notamment de l'impact positif attendu des réformes économiques engagées par l'administration du nouveau président Bola Tinubu.

Dans ce même chapitre, 43% des entreprises sondées se déclarent « optimistes » en ce qui concerne les performances économiques du (ou des) pays où elles opèrent alors que 35% se disent « neutres », 16% pessimistes et 6% ne se prononcent pas à ce sujet.

BURKINA FASO

Bobo-Dioulasso abritera une unité de transformation de tomates de 8 millions \$

Au Burkina Faso, l'exécutif a lancé en juin dernier un programme d'entrepreneuriat communautaire pour renforcer les investissements dans plusieurs secteurs d'activité, dont l'agriculture.

Au Burkina Faso, le président de la transition, Ibrahim Traoré, a donné le 23 septembre, le coup d'envoi pour la construction d'une usine de transformation de tomates basée à Bobo-Dioulasso. D'un coût total de 5 milliards de francs CFA (8,1 millions \$), ce projet est financé par l'Agence

pour la promotion de l'entrepreneuriat communautaire (APEC). Selon les informations relayées par les médias locaux, les travaux devraient s'échelonner sur une période de 6 mois. Elle occupera une superficie de 3 hectares et sera dotée d'une capacité de production de 5 tonnes de concentrés de tomates par heure pour la satisfaction des besoins du marché intérieur et l'exportation.

Une fois opérationnelle, elle devrait également contribuer à la création de 100 emplois directs

et de plus de 5 000 emplois indirects, selon les autorités. « La tomate burkinabè est en grande partie vendue brute à des acheteurs étrangers alors que les concentrés de tomate importés restent présents sur le marché intérieur avec des coûts élevés pour les consommateurs, sans possibilité pour ces derniers d'attester de la qualité de ces produits », déplore Mariama Gnanou, gouverneure de la région des Hauts-Bassins.

Il faut noter que ce projet s'inscrit notamment dans le cadre

du programme d'entrepreneuriat communautaire initié par l'exécutif en juin dernier.

Ce projet gouvernemental vise à stimuler la création d'entreprises communautaires spécialisées dans la production, la transformation et la commercialisation des ressources du pays dans différents secteurs d'activités, dont l'agriculture. Au Burkina Faso, la production de tomates a atteint 290 000 tonnes en 2021, selon les données de la FAO.

ZIMBABWE

Démarrage des travaux de forage du puits Mukuyu-2, du bassin de Cabora Bassa

Les activités de forage relatives au puits d'exploration Mukuyu-2 avaient été annoncées pour le 3ème trimestre 2023. Invictus Energy, la compagnie active dans l'exploration du bassin de Cabora Bassa, a mobilisé des fonds à cet effet.

La société Invictus Energy a officialisé, jeudi 21 septembre, le lancement des opérations de forage du puits Mukuyu-2, localisé dans le périmètre d'exploration de la concession de Cabora Bassa au Zim-

babwe. Ces activités qui marquent la deuxième étape du plan de prospection du site, devraient s'étendre sur une durée comprise entre 50 et 60 jours. Une période au terme de laquelle la société prévoit de boucler le forage du puits en lui-même ainsi que l'évaluation de son potentiel.

Concrètement, le puits cible des ressources prospectives identifiées à 450 mètres en amont du puits Mukuyu-1, dans la formation géologique d'Angwa supérieur.

L'infrastructure vise par ailleurs d'autres prospects dans les structures géologiques d'Angwa inférieur, de Forest et de Pebbly Arkose. Au total, Mukuyu-2 devrait atteindre une profondeur de 3 750 mètres.

« Après le succès du puits Mukuyu-1 qui a ouvert le bassin l'année dernière et qui a prouvé l'existence d'un système pétrolier fonctionnel et de multiples réservoirs d'hydrocarbures, nous avons réduit les risques pour les futurs forages et nous sommes encore plus confiants pour Mu-

kuyu-2 », a déclaré Scott Macmillan, le PDG Invictus Energy.

Notons que dans la foulée du démarrage des activités de forage du puits Mukuyu-2, Invictus Energy qui détient 80 % de participation dans la licence d'exploration de Cabora Bassa, a annoncé « des engagements fermes de la part d'investisseurs institutionnels » pour mobiliser 15 millions de dollars australiens (environ 9,6 millions de dollars américains).

KENYA

Un consortium mené par GBM Minerals négocie la construction d'un méga-barrage pour 2,9 milliards \$

Alors que le Kenya est frappé par une vague de sécheresse d'une intensité inédite depuis plus de quarante ans, le président Ruto s'est engagé à construire au moins 100 barrages pour améliorer la sécurité hydrique et stimuler la productivité agricole.

Le gouvernement kényan a entamé des négociations avec un consortium mené par le groupe GBM Minerals Engineering Consultants Ltd pour la construction d'un barrage géant pour un investissement de 425 milliards de shillings (2,9 milliards de dollars), dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP), a rapporté Bloomberg, ce vendredi 22 septembre, citant des sources officielles.

Baptisé « High Grand Falls », ce barrage aura un volume estimé à 5,6 milliards de mètres cubes, assez pour irriguer environ 161 870 hectares, a précisé le secrétaire principal à l'irrigation kényan, Ephanthus Kimotho, indiquant que le projet comprend également la construction d'une centrale hydroélectrique d'une capacité de 1 000 mégawatts.

Outre GBM Minerals Engineering Consultants Ltd, un groupe d'ingénierie basé au Royaume-Uni, le consortium comprend le groupe de BTP portugais Mota-Engil SGPS SA, la société britannique PJA Ltd et l'entreprise turque Kolin.

L'ouvrage d'art hydraulique, qui traversera le plus long fleuve du Kenya, le Tana (Est), devrait être le deuxième plus grand projet d'infrastructure du pays, après la construction par la Chine d'un chemin de fer à écartement standard (SGR) d'une valeur de 5 milliards de dollars.

La construction du barrage devrait démarrer d'ici fin 2025.

Le président kényan, William Ruto, qui a pris ses fonctions en septembre 2022, s'est engagé à construire au moins 100 barrages durant son mandat pour améliorer la sécurité hydrique et stimuler la productivité agricole. les humains.

POINT-MARCHÉS

Les rendements obligataires continuent de peser en Europe avant l'inflation

Les principales Bourses européennes sont orientées à la baisse lundi en matinée à l'entame de la dernière semaine d'un trimestre où les investisseurs digèrent les récentes décisions de politique monétaire des grandes banques centrales avant la publication des chiffres de l'inflation en zone euro et aux Etats-Unis.

À Paris, le CAC 40 perd 0,04% à 7.182,17 points vers 07h20 GMT. À Londres, le FTSE 100 recule de 0,33% et à Francfort, le Dax abandonne 0,07%. L'indice EuroStoxx 50 reflue de 0,06%, le FTSEurofirst 300 de 0,28% et le Stoxx 600 de 0,12%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent un léger rebond pour le Dow Jones , le Standard & Poor's 500 et le Nasdaq après une séance dans le rouge vendredi marquée par de tensions sur les rendements obligataires américains longs, actuellement proches d'un sommet de 16 ans, et de raffermissement du dollar, à un pic de six mois. Le taux du 10 ans américain prend lundi 2,5 points de base, à 4,4662, et son équivalent allemand deux points, à 2,756%.

Les tensions sur le marché obligataire s'expliquent par les annonces de la Réserve fédérale américaine (Fed) la semaine dernière qui ont souligné que les taux d'intérêt resteraient élevés pendant une longue durée. D'autres grandes banques centrales ont emboité le pas à la Fed, insistant à leur tour sur le fait que la lutte contre l'inflation était loin d'être terminée. Les nouvelles données sur les prix à la consommation en zone euro et l'indice PCE des prix aux Etats-Unis, mesure privilégiée de l'inflation par la Fed, seront publiées vendredi alors que le reste de la semaine sera marquée par une myriade d'autres statistiques macroéconomiques susceptibles de fournir des indications sur l'évolution de la conjoncture et des taux. Avant cela, plusieurs banquiers centraux

doivent s'exprimer ce lundi, dont Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), et Neel Kashkari, le président de la Fed de Minneapolis.

En Bourse, le compartiment du pétrole et du gaz (-0,13%), ainsi que celui des ressources de base (-1,66%) sont dans le rouge alors que S&P a abaissé lundi sa prévision de croissance économique de la Chine pour cette année, à 4,8% contre 5,2% précédemment. Les nouveaux déboires du promoteur immobilier Evergrande, qui se dit incapable d'émettre de nouvelles obligations, pèsent également.

Tous les grands secteurs du Stoxx 600 reculent, à l'exception du compartiment défensif de la santé qui grappille 0,15%. Aux valeurs, des titres comme Ubisoft (+5,33%) offrent un peu de soutien à Paris, Exane BNP Paribas étant à "surperformance" sur l'éditeur de jeux vidéo. Valneva prend 3,93% à la faveur d'un contrat avec l'administration américaine pour son vaccin Ixiaro contre l'encéphalite japonaise. Telecom Italia (TIM) recule de 0,2%, le fonds américain KKR ayant demandé à l'opérateur télécoms italien de repousser au 15 octobre la date limite pour soumettre une offre ferme sur son réseau fixe.

PARIS

Au contact des 7100Pts après l'indice lfo

Après un repli de 2,5% la semaine passée, la Bourse de Paris poursuit son mouvement de recul lundi matin en raison des incertitudes économiques et de la perspective de taux d'intérêt élevés pendant plus longtemps, qui continuent de peser sur la tendance. L'indice CAC40 cède 0,9% vers 7122 points. Le marché parisien, qui avait enfoncé la semaine dernière ses supports majeurs de 7300 puis 7200 points, éprouve des difficultés à rebondir au vu des éléments contraires qui se dressent devant lui. Entre le niveau élevé des taux d'intérêt, une croissance en perte de vitesse en Europe, le ralentissement de l'économie chinoise et la perspective d'une décélération des investissements, les motifs de préoccupation ne manquent pas. S'ajoute à cela le spectre d'une fermeture partielle des administrations fédérales aux Etats-Unis ('shutdown') en date du 1er octobre, suite au récent blocage par les élus républicains d'un texte sur les dépenses de défense. 'Les éléments négatifs se font trop présents pour offrir l'espoir d'un nouveau retour sur la résistance majeure des 7360 points', estiment les analystes techniques de Kiplink Finance. 'Le support de moyen à 7050 points pourrait être rapidement testé', préviennent-ils dans une note publiée vendredi. Les indicateurs macroéconomiques attendus dans la semaine qui s'ouvre sont en effet susceptibles de confirmer qu'un ralentissement est bien à l'oeuvre. L'indice lfo du climat des affaires en Allemagne est passé de 85,8 en août à 85,7 ce mois-ci, un niveau toutefois supérieur, selon Capital

Economics, au consensus de marché (85,2), mais proche de sa propre prévision (86). Parmi les indicateurs macroéconomiques au menu de la semaine, figurent également deux statistiques sur l'inflation aux Etats-Unis et en zone euro qui pourraient faire réagir les marchés. Dans ces conditions, les investisseurs se préparent à un retour de la volatilité qui a déjà vu le VIX, souvent surnommé 'baromètre de la peur' à Wall Street, s'envoler la semaine passée. Ce lundi, le retour des inquiétudes liées au géant immobilier chinois Evergrande a fait trébucher l'indice hongkongais Hang Seng de près de 1,5%. Sur la semaine qui vient de se terminer, le Dow Jones a perdu 1,9% et le Nasdaq 3,6%, une baisse qui s'explique avant tout par l'approche prudente maintenue par la Fed. Les analystes s'inquiètent par ailleurs du moindre engouement témoigné pour les titres liés à l'intelligence artificielle, dont les valorisations sont jugées plus tendues suite à leur récente envolée. Côté obligataire, le rendement des bons du Trésor américain à dix ans reflue sous les 4,44% après l'épisode de tenson qui l'avait vu flirter avec le seuil des 4,50% la semaine dernière suite aux propos de la Fed. Le marché pétrolier est orienté à la hausse en dépit des incertitudes grandissantes qui entourent l'évolution de l'économie mondiale, et donc de la demande pour l'or noir. Le Brent gagne 0,5% à 93,8 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) prend 0,4% à 90,4 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 25 Septembre 2023					
Valeur : 27 Septembre 2023					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		137.1416	137.1566
1	EUR	EURO		146.1518	146.2089
1	GBP	POUND STERLING		167.8394	167.9194
100	JPY	JAPANESE YEN		92.3948	92.4236
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7565	18.7593
1	CHF	SWISS FRANC		150.7216	150.7547
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		101.7446	101.7860
1	DKK	DANISH KRONE		19.5618	19.5656
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.3490	12.3520
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7463	12.7519
1	AED	UAE DIRHAM		37.3337	37.3479
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.5594	36.5653
1	KWD	KUWAITI DINAR		443.6804	443.8725
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.2359	43.6704
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3573	13.3587
1	LYD	LIBYAN DINAR		28.0585	28.2024
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.6071	3.6075
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.4712	180.4712

JAPON

La Bourse de Tokyo progresse, portée par la baisse du yen

La Bourse de Tokyo progressait lundi en matinée, soutenue par le recul du yen - facteur positif pour les entreprises nippones exportatrices - dans la foulée du maintien vendredi du statu quo monétaire de la Banque du Japon (BoJ). L'indice vedette Nikkei gagnait 0,31% à 32.503,81 points vers 00h50 GMT et l'indice élargi Topix avançait de 0,2% à 2.381,12 points. La Banque du Japon (BoJ) a conservé vendredi sans surprise sa politique monétaire ultra-accommodante malgré l'inflation dans le pays et la grande faiblesse de la devise japonaise par rapport au dollar, due au

grand écart avec les resserrements monétaires opérés par les autres grandes banques centrales. Eisai attend un feu vert au Japon Le groupe pharmaceutique nippon Eisai gagnait 1,35%. Selon des informations du Nikkei, le Japon pourrait approuver dès lundi la fabrication et la vente dans le pays de son traitement anti-Alzheimer Leqembi (Iecanemab), codéveloppé avec l'américain Biogen. Le Leqembi avait par ailleurs été approuvé en juillet par les autorités sanitaires américaines. Le yen poursuivait son repli face au billet vert :

vers 00h50 GMT un dollar s'échangeait pour 148,42 yens contre 148,37 yens vendredi à 21h00 GMT. L'euro valait 158,14 yens contre 158,07 yens en fin de semaine dernière, et le cours euro/dollar était presque inchangé, à raison d'un euro pour 1,0655 dollar contre 1,0653 dollar vendredi. Les prix du pétrole étaient en légère hausse vers 00h45 GMT: le baril de WTI américain gagnait 0,41% à 90,40 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord progressait de 0,43% à 93,67 dollars.

FRANCE

Les TPE/PME résistent au manque de dynamisme de l'économie

Les TPE et PME semblent résister au pessimisme et à « entrer dans la crise » malgré le manque de dynamisme de l'économie, d'après le baromètre trimestriel Bpifrance Le Lab-Rexecode. Si des inquiétudes sont néanmoins bien présentes, elles continuent ainsi d'investir, principalement pour renouveler leurs équipements ou les moderniser.

Bonne nouvelle pour les toutes petites entreprises (TPE - entre 0 et 19 salariés) et les petites et moyennes entreprises (PME - 20 à 249 salariés) françaises : le manque de dynamisme de l'économie ne semble pas les toucher. C'est ce qu'il ressort du baromètre trimestriel Bpifrance Le Lab-Rexecode à paraître ce lundi 25 septembre, après une enquête réalisée en ligne auprès de 2.503 dirigeants de ce type d'entreprise entre le 28 août et le 8 septembre.

Le « principal risque » entrevu par ces dirigeants est « la dégradation des perspectives d'activité », avec 40% des réponses. Mais « le reste n'a rien de catastrophique », observe Philippe Mutricy, directeur des études de Bpifrance. Le problème de recrutement vient en deuxième (18%), la hausse des coûts inquiète prioritairement 13% des dirigeants, les « difficultés extrêmes de trésorerie » 8% et le climat social 4%.

Huit pour cent des patrons ne voient « pas de risque majeur » pour leur entreprise.

L'opinion sur l'évolution de la trésorerie dans les trois derniers mois gagne trois points par rapport à avril, à -17. Le jugement sur la situation actuelle est stable, à -13. Il se dégrade en revanche légèrement (-2 points à -14) sur les perspectives futures. La moyenne de long terme est d'environ -10. « Pas vraiment d'alerte non plus », selon Philippe Mutricy, sur l'opinion légèrement dégradée quant à l'augmentation des délais de paiement.

Les TPE/PME continuent d'investir

L'investissement « reste dynamique » puisque la part de PME/TPE investissant en 2023 remonte à 57% (+2 points). Et pour 28% (+1 point), ces dépenses augmenteront cette année. Renouveler les équipements ou les moderniser sont les premières raisons d'investir (74% et 66%), mais « l'environnement » est cité par 44%

des dirigeants, contre 25% en moyenne de 2017 à 2019. Pour Philippe Mutricy, cette progression est « durable ».

« C'est comme si les TPE/PME refusaient d'entrer dans la crise, on n'est pas dans une situation d'économie dynamique, mais on continue d'investir », note Philippe Mutricy.

Arriver à trouver du personnel reste de loin la première préoccupation des dirigeants de PME/TPE (54%), devant les perspectives de demande dégradées (41%, +6 points). En revanche, la peur de prix trop élevés recule (34%, -7 points). Selon une enquête semestrielle de Bpifrance, publiée début juillet, un tiers des chefs d'entreprise prévoyaient une hausse de leur activité pour l'année en cours, contre 42% un an plus tôt. Et 21% tablaient sur une baisse de leur chiffre d'affaires, contre 17% en 2022. L'opinion des petits patrons sur l'évolution de leur activité passait ainsi légèrement en dessous de sa moyenne de long terme (années 2000 à 2022).

EN CHINE

Des entreprises européennes sont « inquiètes », selon le commissaire au Commerce

Des entreprises européennes « inquiètes » en Chine et s'interrogeant sur leur avenir dans ce pays : c'est l'avertissement lancé lundi à Pékin par le commissaire européen au Commerce Valdis Dombrovskis. En visite pour quatre jours à l'occasion du Dialogue économique et commercial entre la Chine et l'Union européenne (UE), M. Dombrovskis s'exprimait face aux étudiants de la prestigieuse université Tsinghua de Pékin.

« Les entreprises européennes sont inquiètes de la direction que prend la Chine », a déclaré le commissaire, et « beaucoup d'entre elles s'interrogent sur leur place dans ce pays », en raison d'un « environnement commercial plus politisé ». Et « cela s'est traduit par une moindre transparence, un accès inégal aux marchés publics, des discriminations sur les normes et exigences en matière de sécurité, ainsi que des exigences en matière de localisation et de transfert de données ».

Le commissaire européen a cité les lois de sécurité nationale récemment approuvées en Chine. « La nouvelle loi sur les relations étrangères et la nouvelle version de la loi anti-espionnage inquiètent grandement notre communauté d'affaires », a-t-il souligné, car « leur ambiguïté laisse trop de marge d'interprétation ».

Le récent rapport annuel de la Chambre de commerce de l'Union européenne avait lui aussi dressé des conclusions inquiétantes : les entreprises européennes en Chine sont confrontées à un climat des affaires « de plus en plus ambigu » et le « flou » des réglementations les expose à davantage de « risques ». Ce contexte a conduit 11% des entreprises européennes sondées à déplacer leurs investissements actuels hors de Chine, selon la Chambre.

Une relation « perdant-perdant »

En déplacement à Pékin la semaine dernière, la responsable du numérique de la Commission européenne, Vera Jourova, avait plaidé pour davantage de « clarté » des réglementations locales. Cette multiplication des contacts entre Bruxelles et Pékin survient alors que l'Union semble hausser le ton vis-à-vis des pratiques commerciales chinoises, dénoncées comme « déloyales » par la présidente Ursula von der Leyen.

Cette dernière a annoncé le 13 septembre, dans un discours à Strasbourg, le lancement d'une enquête antisubventions sur les véhicules électriques chinois. Pékin a dénoncé une mesure « protectionniste » qui aura « un impact négatif sur les relations économiques ».

Lundi, le commissaire Dombrovskis a assuré que la Chine restait attractive pour les investissements des entreprises européennes.

« L'UE et la Chine ont toutes deux énormément bénéficié de leur ouverture au monde », « c'est pourquoi je continuerai de défendre l'ouverture comme une stratégie gagnante sur le long terme ». Mais désormais les entreprises européennes « se demandent si ce que beaucoup considéraient comme une relation +gagnant-gagnant+ au cours des dernières décennies pourrait devenir une dynamique +perdant-perdant+ dans les années à venir ».

EXPLOSION DES COÛTS DE LA LGV BRITANNIQUE HS2

Le gouvernement appelle à calmer le jeu sur les dépenses

Le gouvernement britannique a mis en garde dimanche contre les coûts exorbitants du chantier de ligne à grande vitesse HS2 et appelé à la mesure dans les dépenses. Les travaillistes craignent que les conservateurs ne tiennent pas sa promesse de moderniser les liaisons entre Londres et la nord de l'Angleterre.

Pas de « chèque en blanc » pour le HS2, le chantier ferroviaire de ligne à grande vitesse destiné à rapprocher les grandes villes du nord de l'Angleterre de Londres.

Le ministre de la Défense Grant Shapps va veiller à ce que les factures des travaux pour construire ce qui doit être la deuxième ligne à grande vitesse du pays - après celle qui relie la capitale au tunnel sous la Manche, n'augmentent pas « inexorablement ». Estimé à 37,5 milliards de livres en 2013, HS2 a vu son coût s'envoler depuis à une centaine de milliards (115 milliards d'euros). Déjà plusieurs fois revu à la baisse pour tenter de maintenir les coûts, le projet risque à présent selon la presse britannique de se voir amputer du tronçon Birmingham / Manchester. Même amputé, le projet pourrait tout de même coûter plus de 90 milliards de livres une fois la récente envolée de l'inflation prise en compte, a estimé cette semaine le Financial Times.

« Je dois dire qu'il serait irresponsable de simplement dépenser de l'argent, de faire comme si rien n'avait changé », a déclaré à l'émission politique dominicale de la BBC Grant Shapps, précédemment chargé des transports, évoquant l'augmentation des coûts du projet, notamment sous le coup de l'inflation liée à la guerre en Ukraine. Les vastes projets comme HS2, « qui je crois est le plus grand chantier de construction en Europe, aspirent beaucoup de cet argent », a-t-il poursuivi, « tout gouvernement doit prendre ces décisions ».

Un souci coûteux de respecter l'environnement

« C'est l'un des projets ferroviaires les plus chers du monde » au kilomètre, résume auprès de l'AFP Sam Dumitriu, responsable des politiques pour l'association pour la croissance économique Britain Remade, qui a comparé des projets d'infrastructure dans 14 pays. Les 215 kilomètres de voies entre Londres et Birmingham, premier tronçon de la ligne, coûteront 247 millions de livres (284 millions d'euros) par kilomètre, plus de huit fois plus cher que la LGV Tours-Bordeaux, entrée en service en 2017, estime par exemple



l'organisation.

Pour expliquer cet écart, l'expert cite notamment les larges possibilités données aux riverains et défenseurs de l'environnement de faire des objections qui « sont souvent prises en compte », ce qui se traduit par exemple, dans le cas de la HS2, par une multiplication des tronçons en tunnels, plus onéreux. Autres explications selon lui : un manque de personnel qualifié, en raison de grands chantiers trop rares (HS2 est la première ligne construite au nord de Londres en 150 ans), ou encore des projets aux ambitions souvent pharaoniques, et donc plus chers qu'ailleurs.

« Pourquoi est-il plus coûteux de construire en Grande-Bretagne qu'en Chine ? » s'interrogeait en février Jon Thompson, président de l'entreprise publique HS2, dans une tribune dans le journal The Telegraph. « Ici, nous ne bafouons pas l'environnement, le droit de l'urbanisme, les autorités et les populations locales », martelait-il. « Contrairement à ce qui se fait en Espagne, HS2 transportera les gens directement au cœur des centres-villes dans certaines des zones foncières et immobilières les plus chères au monde », poursuivait-il. Et contrairement à la France, « nous choisissons de creuser des tunnels plutôt que de démolir des communautés entières et des pans de campagne ».

**DACIA MINISTER
Un futur SUV
compact qui vise
Jeep et son
Avenger...**

On n'arrête plus Dacia ! La marque roumaine semble préparer la MiniSter, un futur SUV compact prêt à chasser sur le terrain de la Jeep Avenger... Dacia ne cache pas ses ambitions d'élargir sa gamme de produits et de conquérir le marché. La cible de la marque est la Jeep Avenger, dont le concurrent direct porte le nom de code Dacia MiniSter. Nous avons déjà évoqué l'envie de Dacia de concurrencer Jeep et ce sera le cas avec ce modèle qui comblera le vide entre les modèles Sandero et Duster. Nous sommes au plus près de la première du nouveau Dacia Duster III, dont nous savons déjà pas mal de choses. Cette voiture sera présentée en 2023 et constitue l'une des premières les plus attendues, car elle sera basée sur le concept Bigster. Le Duster III fera son apparition dans les concessions au premier trimestre 2024. À son tour, la version 7 places, le Bigster, avec un empattement allongé, devrait être présentée au tournant de 2024 et 2025. Plus tard, viendra le temps d'un nouveau modèle. Avec le nom de code MiniSter, il sera visible dans les concessions vers 2026. Le nouveau modèle Dacia s'inscrit dans une stratégie visant à positionner la marque plus haut que dans le segment économique tout en conquérant de nouveaux segments de marché. La Jeep Avenger est ici la meilleure référence en raison de son image (usurpée) de baroudeur et de conduite tout-terrain, et c'est là que Dacia entend se positionner. En effet, Dacia s'est orientée, lors de son évènement Manifesto, vers les activités d'extérieur ou comme marque « outdoor » en français. Ce modèle viendra donc un peu plus positionner la marque en ce sens et il cherchera à prendre des parts de marché à la voiture de l'année, entre autre. Dacia prépare également un modèle compact qui se placerait à la jonction des segments C et D.

ZOOM, PRIME VIDEO, NAVIGATEUR WEB...

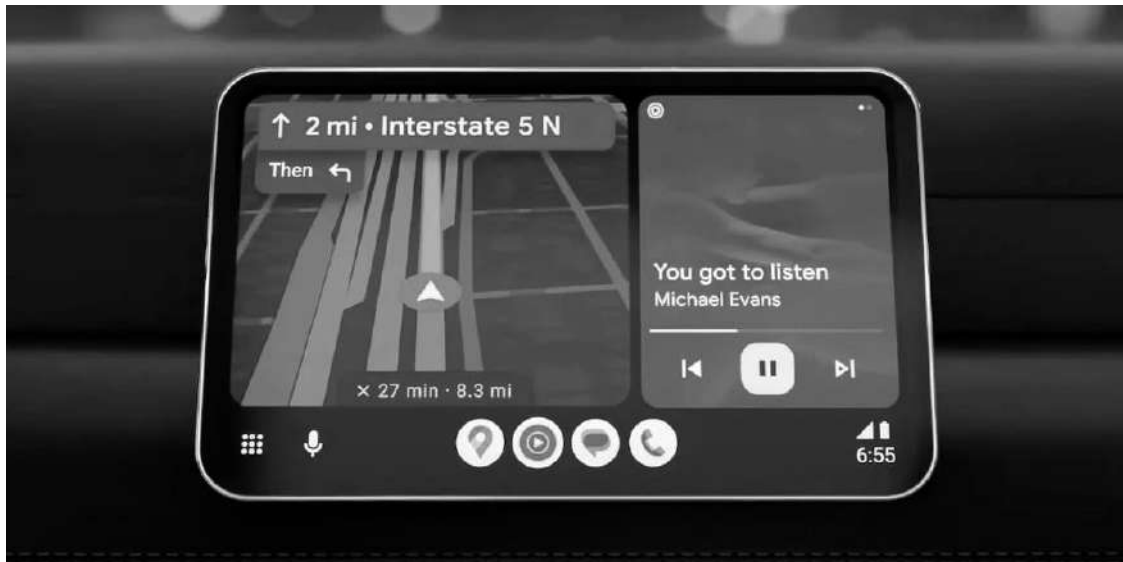
Nouvelles apps pour les voitures Google

Les conducteurs sont chouchoutés par Google, qui a annoncé plusieurs nouveautés pour mieux les informer et les divertir derrière le volant (avec prudence tout de même).

Android Auto, qui permet d'afficher sur l'écran de la voiture des apps Android venant du smartphone, s'ouvre à une nouvelle catégorie d'applications : la vidéoconférence... sans la vidéo ! Zoom et WebEx vont en effet faire leur apparition mais uniquement en audio. Les écrans embarqués n'ont pas de caméra et de toutes manières, il s'agit de garder les yeux sur la route.

Prime Video au volant (mais à l'arrêt)

Même coincé au milieu d'un bouchon, on pourra donc participer à une réunion Zoom sans souci. Difficile de dire s'il s'agit réellement d'un progrès, mais enfin, maintenant c'est disponible. Les autres nouveautés concernent le Play Store d'Android Automotive, le système d'exploitation utilisé par beau-



coup de constructeurs automobiles. Les conducteurs pourront ainsi trouver dans la boutique une app Prime Video, dont ils consulteront les contenus à l'arrêt, bien sûr. L'application devrait être proposée dès à présent

sur les modèles Renault, Volvo et Polestar compatibles. Pour ceux qui n'ont que faire des séries TV d'Amazon, le navigateur web Vivaldi leur ouvrira tout un monde de contenus ! L'app est aussi disponible dans le Play Store d'Android Auto-

motive. Et bientôt, ce sera le cas du service météo The Weather Channel, qui donne habituellement de bonnes prévisions. Pas inutile pour savoir si on va conduire sous le cagnard ou dans la tempête. L'app sera bientôt téléchargeable.

MERCEDES CLASSE E AMG LINE

Que vaut vraiment cette sixième génération ?

Mercedes n'a jamais aimé mettre tous ses œufs dans le même panier. Aux côtés de la berline 100% électrique EQE, la Classe E – essence, diesel ou hybride rechargeable – reprend du service grâce à une sixième génération particulièrement aboutie. Trente ans de bons et loyaux services au compteur, six générations sans jamais dévier d'un iota... La Classe E est à Mercedes ce que le 501 est à Levis : un classique qui évolue toujours à la marge pour ne froisser personne, surtout pas lui. Berline tricorps, forme de carrosserie héritée de la fameuse Ponton (voir p. 39), elle cultive depuis lors l'art du voyage, le confort et la réputation de robustesse. Toutefois, depuis quelques années, la Classe E traverse quelques turbulences, attaquée dans sa propre famille par une kyrielle de SUV et maintenant ringardisée par l'EQE, version (sans doute de transition) 100% électrique. À Stuttgart, personne ne croit à la disparition programmée de la Classe E. La 6e génération (W214) fait son retour en s'appropriant la plateforme MRA2 (Modular Rear Architecture), quelle partage avec les Classe C et Classe S. Elle flirte avec les 5 m de long, a un empattement de 2,96 m et s'efforce de rester sous les 1,5 m de haut. Le style cultive l'ambiguïté avec un avant qui s'organise autour d'un masque de calandre quasi plein comme les électriques. De profil, les trois volumes sont parfaitement respectés, tandis que la poupe se reconnaît avec ses feux très travaillés. Toutes les motorisations sont électrifiées, certaines de manière très légère. Toutes les hybrides rechargeables (300 e, 300 de et 400 e) accueillent la même batterie d'une capacité de 25,4 kWh bruts (19,6 kWh nets), logée sous le plancher de coffre. Celle-ci alimente un moteur électrique de 129 ch, la différence de puissance étant obtenue par le 4 cylindres essence ou diesel.



Sur la 300 e, qui devrait capter une grosse partie des ventes en France, il est possible de couvrir une longue distance en 100% électrique (jusqu'à 120 km selon Mercedes, sans doute un peu moins si les conditions ne sont pas favorables). L'apport de l'électricité permet surtout d'atteindre des chiffres de consommation records (moins de 1 l/100 km, une performance qui s'essouffle progressivement lorsque la batterie n'a plus rien à proposer) et un agrément de conduite bien réel, quel que soit le type de parcours. Tout n'est pas dû à la motorisation. La Classe E, de série ou en option, s'offre les services d'une suspension pneumatique et de roues arrière directrices. Malgré le poids, qui devrait dépasser allègrement les 2 tonnes, la Classe E pivote sans difficulté sur les petites routes de montagne et fait preuve d'une grande précision sur autoroute. Ceci sans aucun doute grâce à ses assistances dernier cri. Pour n'en citer qu'une, l'aide au dépassement se fait désormais de manière 100% automatique. Lorsque le régulateur de vitesse adaptatif est enclenché, la Classe E double tout ce qui roule moins vite, sans aucune in-

tervention du conducteur, avant de se rabattre sur la voie du milieu. Cette avancée, toujours assimilable à la conduite semi-autonome de niveau 2, est particulièrement bluffante. Hélas, il faudra attendre l'année prochaine pour voir sa première application sur des véhicules vendus en Europe – inutile de préciser qu'il s'agira d'un équipement optionnel. La Classe E, qui peut être considérée par certains clients comme un modèle dépassé, met le paquet pour balayer la critique. Son habitacle, logeable et soigné, opte pour une planche de bord évolutive avec un double écran (central et passager) dit Superscreen, plus simple mais beaucoup moins onéreux que la planche de bord Hyperscreen qui équipe les EQE et EQS. Par ces fonctionnalités, la belle se veut branchée et semble souhaiter faire de l'œil aux jeunes cadres dynamiques avec ses nombreuses applications qui rappellent celles que l'on trouve sur un smartphone et ses multiples caméras intérieures (5 au total), dont une consacrée à l'utilisation de logiciels de type Zoom.

Google met son intelligence artificielle Bard partout dans ses applications

Google a ajouté de nouvelles fonctionnalités à son Bard par le biais d'extensions. Elles permettent d'intégrer le chatbot à Google Maps, YouTube, Drive, Docs, Google Flights, Hotels et Gmail.

S'il reste discret face à ChatGPT, Bard IA bénéficie d'améliorations constantes. De nouvelles fonctionnalités sont ajoutées et sa portée est également élargie. Comme Futura l'expliquait en juillet (voir article plus bas), Google avait prévu de lancer des extensions pour les applications Google. C'est le cas aujourd'hui et l'IA de Bard peut être intégrée dans Gmail, Docs, Maps, Drive, YouTube, Google Flights et Hotels. Il est d'ailleurs possible d'utiliser plusieurs applications de façon synchronisée. Par exemple, pour préparer un voyage, Bard peut collecter les dates qui conviennent à tout le monde à partir de Gmail, puis utiliser Hotels et Google Flights pour chercher des informations sur

les vols et les hébergements.

L'IA comme chef d'orchestre Maps peut ensuite prendre le relais pour vous indiquer la localisation et YouTube peut afficher des contenus liés à l'endroit où vous souhaitez vous rendre. Comme autre nouveauté, Bard dispose également d'un bouton « Google it », pour vérifier plus facilement ses réponses. Le téléchargement d'images avec Lens, l'affichage d'images dans les réponses et la modification des réponses de Bard sont désormais disponibles en français.

Google prépare l'arrivée d'extensions pour son chatbot Bard

Google compte ajouter de nouvelles fonctionnalités à son chatbot Bard par le



biais d'extensions, lui permettant d'utiliser des services tiers. Un premier aperçu inclut neuf extensions, dont Google Maps, YouTube et Kayak. Google Bard est en train de se positionner comme le principal concurrent à ChatGPT, et offre certains avantages comme un accès

gratuit à la version la plus récente avec toutes les informations du Web. Il est même disponible en France depuis une semaine. Toutefois, le chatbot s'appuie sur un système de pages mises en cache, alors que certaines réponses nécessitent des informations en temps réel.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Amazon va investir jusqu'à 4 milliards USD dans Anthropic

La société Anthropic développe un concurrent de ChatGPT. Amazon a annoncé lundi jusqu'à 4 milliards de dollars d'investissement dans la société américaine d'intelligence artificielle (IA) Anthropic, qui développe un concurrent de ChatGPT, accélérant ainsi la course mondiale vers ces technologies.

Avec ce partenariat, le géant du commerce en ligne et du «cloud» (hébergement de données accessibles à distance) prendra une participation minoritaire dans Anthropic, qui a mis au point Claude, un chatbot concurrent de ChatGPT, l'outil d'intelligence artificielle populaire d'Open AI. De son côté, Anthropic va utiliser les puces d'Amazon Web Service (AWS) - la plus grande entreprise de «cloud» au monde - développées spé-

cifiquement pour la création de modèles d'apprentissage machine. À la clef de cet accord, selon Amazon, l'accélération des futurs modèles de chatbot d'Anthropic, auxquels les utilisateurs d'AWS auront accès.

Développement de l'IA générative

L'intelligence artificielle dite «générative», capable de générer de nouveaux contenus à partir de données d'apprentissage, aligne les appétits des géants d'internet. Il y a quelques jours, Amazon a ainsi annoncé que son assistant virtuel Alexa serait doté d'IA. Microsoft a de son côté indiqué jeudi dernier qu'elle allait intégrer à son moteur de recherche Bing la nouvelle interface d'intelligence artificielle générative d'OpenAI.

SINGES MORTS À CAUSE DES IMPLANTS NEURALINK

Elon Musk aurait menti

Elon Musk aurait menti en affirmant qu'aucun singe n'est mort après avoir reçu un implant Neuralink. Alors que l'entreprise recherche des patients humains pour tester sa technologie, une enquête dévoile le sort peu enviable des animaux cobayes. Qui sera le premier cobaye humain doté d'un implant Neuralink ? La société de neurotechnologies, qui travaille sur le développement d'interface cerveau-machine, cherche en effet des patients prêts à tester sa solution. L'étude clinique a reçu le feu vert de la FDA, l'autorité américaine en charge des produits médicamenteux, et elle durera six ans. Dans le détail, le patient recevra un implant chi-

rurgical qui place des fils dans la région du cerveau contrôlant les mouvements.

Les personnes intéressées seront peut-être refroidies par l'enquête éprouvante de Wired qui détaille les conditions de vie et de mort des singes cobayes. En mars 2019, un cobaye a été euthanasié après une dégradation rapide de sa santé, suite à la pose de l'implant. Le cerveau de l'animal saignait en raison des dommages sur des parties de son cortex cérébral.

Très rapidement, le singe a commencé à appuyer sa tête contre le sol, signalant ainsi une souffrance ; puis, il s'est mis à gratter l'implant, autre signe de son inconfort. Il a fini par perdre toute coordination motrice et « se se-

couait de manière incontrôlable », d'après des employés interrogés par la publication qui aligne les exemples : implant qui se desserre, infections bactériennes...

On peut le déplorer, mais pour avancer la science et les avancées médicales ont parfois besoin de tester leurs solutions sur des animaux avant les humains. Les mensonges et les petits arrangements avec la vérité sont beaucoup moins acceptables. Le 10 septembre dernier, Elon Musk, le patron de Neuralink, a affirmé sur Twitter qu'« aucun singe n'est mort à cause d'un implant Neuralink ». Ce qui entre déjà en contradiction avec les découvertes de Wired. Mais il ajoute : « Nos premiers

implants ont été réalisés sur des singes en phase terminale, proches de la mort, afin de minimiser les risques pour des singes en bonne santé ». Un ex-salarié réfute complètement cette explication, la qualifiant de « ridicule » : « Nous avons ces singes pendant un an ou plus, avant de réaliser la chirurgie ». Une période nécessaire pour une effectuer une formation comportementale au singe, ce qui exclut de fait les sujets proches de la mort. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que l'entreprise est soupçonnée de maltraitance animale.

ios 17 réinitialise les paramètres de confidentialité sans votre consentement

La dernière mise à jour du système d'exploitation de l'iPhone semble être touchée par un étrange bug. Chez certains utilisateurs (dont nous faisons partie), l'installation d'iOS 17 a remis les paramètres de confidentialité de l'appareil à zéro.

iOS a un sérieux problème avec les paramètres de confidentialité. C'est en tout cas ce que rapportent plusieurs utilisateurs qui, après avoir appliqué la mise à jour sur leur iPhone, ont vu certains de leurs paramètres de confidentialité être réinitialisés sans leur consentement. Sur Twitter, les développeurs de Mysk, qui édite plusieurs applications sur l'App Store, ont expliqué qu'iOS 17 avait réactivé des options plutôt problématiques puisque celles-ci sont directement liées à la localisation. Une constatation qui n'a pas tardé à être confirmée par deux chercheurs en sécurité. Interrogé par 9to5Mac, qui rapporte l'information, Apple a indiqué être en train d'enquêter sur ce drôle de problème.

La mémorisation des lieux importants et l'analyse de l'iPhone réactivées

Parmi les paramètres de confidentialité qui ont été remis à zéro sans avertir les utilisateurs, deux s'avèrent particulièrement problématiques. Il s'agit en effet de la mémorisation des lieux importants, ainsi que de l'analyse de l'iPhone. Sur Twitter, les développeurs qui officient chez Mysk ont expliqué en détail ce à quoi servaient ces deux options.

« Bien que les emplacements des lieux importants restent localement sur votre iPhone, ils peuvent être utilisés à mauvais escient, car ils enregistrent des informations détaillées sur les emplacements que vous visitez fréquemment. Les analyses de l'iPhone, en revanche, sont partagées avec Apple. L'inclusion de vos informations de localisation dans ces rapports d'analyse peut avoir des implications en matière de confidentialité, même si les rapports ne vous identifient pas. » indiquent-ils.

Après vérification sur l'iPhone que nous utilisons quotidiennement, il s'avère que l'ensemble des Services de localisation, dans les Services système d'iOS ont été réinitialisés après l'installation d'iOS. Néanmoins, d'après les témoignages d'autres utilisateurs sur Twitter, tous les appareils ne seraient pas concernés par le problème.

Mots fléchés

Campeur	↘	Cours d'eau	↘	Défaite	↘	Diplôme	↘	Toucher le sol	↘	Dégradé	↘	Crues	↘
Effusions		Bateau		Réalisas		Ville normande				Virtuel		Engrais	
↙		↓		↓		↓				↓		↓	
Changés	→							Cochonne	→				
Respon- sable du vin								Syncope					
↙							Franchise	↘					
							Nageoire	↓					
Existence	→			Convoité	→						Pointes de roses	→	
Tringle													
↙					Jeune cervidé	Va sans but	→				Déroutant		Écarteur
À recenser	→			Propriété de l'or	→						↓		↓
Coupe en deux													
↙		Circuit belge	→			Sport en stand	→			Étendue marine	→		
		Accueil				Se gondoler				Aigres			
Désinence verbale	→	↓		Bondir	→	Boisson chaude	→			Assistance publique	→	Bugle	
Ville des Deux Sèvres						Samarium en symbole							
↙			↓	↓					Poil	→		↓	
									Brome				
Plumard	Accessoire de cinéma	→						Courte	→				
	Ville d'accords												
↙	↓			Ainsi	→			Voyage sur place	→				Chevalier en jupon
				Comme le pénis				Regardé					
Capable	→			↓		Causer dommages	Sur l'enveloppe	→	↓	Paysage	→		↓
Relayé							Suit le docteur			Pot de chambre			
↙						↓				↓	Travail forcé	→	
								Ancien do	→		Saint de la Manche		
Cartoman- cienne	→							Corse ou rétais	→		↓		
Ville du Mali								Monsieur d'étude					
↙			Avant après	→		Peuple de Somalie	Vaniteux	→				Partie de pièce	Poils des yeux
			Point dans la mer			↓						↓	↓
Drame nippon	Transformé	→	↓							Étang	→		
	Ceinture									Unité			
↙	↓	Attachés	→					Resserré	→	↓			
		Île de France											
Chanteur belge	→	↓				Fond de cale	→				Thallium au labo	→	
Bavarde bicolore													
↙			École de pontes	→				Secoués	→				

Le président de la République reçoit Walid Sadi

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, ce lundi, le nouveau président de la Fédération algérienne de football (FAF), Walid Sadi, a-t-on annoncé sur la page officielle de la présidence sur Facebook. Candidat unique, Walid Sadi a été élu, à une majorité écrasante, jeudi, à la tête de la FAF. Il succède à Djahid Zefizet qui a démissionné en juillet dernier.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mardi 26 septembre 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

PÉTROLE

Hausse du Brent à près de 94 \$

Les prix du pétrole ont progressé, lundi, toujours poussés par la hausse de la demande sur le marché mondial. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, prenait 0,49% à 93,73 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, montait de 0,34% à 90,34 dollars, peu après avoir basculé brièvement en terrain négatif. Selon des analystes, le pétrole a augmenté de 25% au cours des derniers mois en raison notamment de la réduction de la production de l'Opep+ pour stabiliser le marché, la demande mondiale de pétrole qui résiste mieux que ce que l'on pensait, ainsi qu'au déclin de l'activité du pétrole de schiste aux Etats-Unis. Ces réductions de production et d'exportation de brut jusqu'à la fin de l'année soutiennent encore les prix du pétrole, le marché craignant un fort déficit de l'offre pour le dernier trimestre de l'année.

AUTOMOBILE

L'UE refuse de durcir les normes sur les gaz d'échappement

Sous l'impulsion notamment de la France et de l'Italie, les pays de l'Union ont voté en faveur d'une réglementation moins stricte que la proposition initialement prévue par la Commission européenne. Les pays membres de l'UE ont écarté lundi un nouveau durcissement des normes de pollution sur les gaz d'échappement des voitures particulières, estimant qu'il risquait de freiner les investissements des constructeurs dans les véhicules électriques. Sous l'impulsion notamment de la France et de l'Italie, les Vingt-Sept ont voté en faveur d'une réglementation moins stricte que la proposition formulée par la Commission européenne en novembre 2022, afin de préserver la compétitivité de l'industrie automobile et ses 14 millions d'emplois dans l'UE. Ce texte sur la norme Euro 7 doit s'appliquer à partir de 2025, en remplacement d'Euro 6, à tous les véhicules particuliers et poids lourds, quels que soient leur type de motorisation. La Commission européenne entendait réduire significativement les émissions d'oxyde d'azote (NOx) et de particules fines des véhicules alors que la pollution de l'air est responsable de 70.000 décès chaque année dans l'UE.

CÉLÉBRATION DU MAWLID ENNABAOU

Le ministère de la Santé met en garde contre l'usage des produits pyrotechniques

Le ministère de la Santé a mis en garde, lundi, contre l'usage des produits pyrotechniques, à l'occasion de la célébration de la fête du Mawlid Ennabaoui, soutenant que ces produits représentent «un réel danger» et peuvent «provoquer de graves accidents» qui menacent l'intégrité physique des personnes. «Chaque année, durant la fête du Mawlid Ennabaoui Echarif, des accidents surviennent mettant en danger la vie des individus et la fête tourne au drame pour certains», souligne le ministère dans un communiqué. Il rappelle que «les produits pyrotechniques, tels que pétards, feux d'artifices, fusées représentent un danger réel et peuvent provoquer de graves accidents qui menacent votre intégrité physique, celle de votre famille, de vos amis et de vos voisins». Le ministère de la Santé affirme, à ce titre, que «les produits pyrotechniques sont responsables de risques d'incendies (fusées, bougies), et de

pollution sonore causée par la déflagration des pétards et l'impact de leurs bruits forts et répétés sur le bien-être physique et psychique des voisins, particulièrement les personnes âgées, les malades, les femmes enceintes et les enfants». «La puissance de certaines déflagrations endommage les oreilles en entraînant la détérioration de l'ouïe, alors que le bruit gêne aussi et peut faire souffrir», explique le ministère, insistant sur les «blessures que risquent les personnes qui les manipulent (auto traumatisme)» et les «dégâts qui peuvent être occasionnés aux tiers». «L'explosion d'un pétard dans la main peut entraîner la perte de quelques doigts et sa projection dans l'œil peut entraîner la cécité», ajoute le ministère, relevant qu'avec ce geste «on compromet ainsi son avenir, de ne plus pouvoir exercer certains métiers et de ne plus pouvoir mener une vie normale». Selon le ministère, les produits

pyrotechniques peuvent aussi provoquer des «brûlures extrêmement graves. Les plus communes concernant les doigts, les bras, les yeux et le visage qui risque d'être défiguré». «Votre vie ne sera plus la même, avec des blessures graves, voire irréversibles. Les brûlures du 2ème et 3ème degré laissent d'immenses cicatrices ou déforment le visage», soutient le ministère. Il explique, à ce propos, que «la projection des pétards dans les yeux provoque des traumatismes oculaires avec des blessures sérieuses (érosions, ulcérations, brûlures, éclatement du globe oculaire) entraînant ainsi des complications et des séquelles graves, comme la cécité». Aussi, «les enfants et les adolescents sont les plus touchés par ce type d'accidents et les plus vulnérables, étant donné qu'ils ne mesurent pas l'ampleur du danger qui les guette», déplore le ministère, exhortant les aînés à «faire attention aux plus jeunes».

PROJET DES 15 CENTRALES SOLAIRES

Sonelgaz examine les offres financières

Le Groupe Sonelgaz, à travers sa branche Sonelgaz Renewable Energy Company (REC) a procédé, hier lundi à Alger, à l'ouverture des plis comportant les offres financières soumises pour l'appel d'offres national et international lancé pour la réalisation du projet de production de 2 000 mégawatts (MW) d'électricité solaire photovoltaïque. La cérémonie d'ouverture des plis s'est déroulée en

présence des responsables de REC et des représentants des entreprises soumissionnaires qui ont déposé les 77 offres techniques retenues. Il s'agit de 50 entreprises étrangères, 18 groupements d'entreprises et 9 entreprises algéro-étrangères. Il est à rappeler qu'en fin février dernier, un appel d'offres national et international ouvert a été lancé par Sonelgaz-

Energies renouvelables « S-EnR » pour réalisation du premier projet de 2000 MWc qui consiste en la réalisation de 15 centrales solaires photovoltaïques répartis sur 15 sites dans 12 wilayas. Chaque lot est composé d'une centrale dans la puissance varie de 80 à 220 MWc et des ouvrages de raccordement au réseau de transport et de l'électricité. En date du 24 juillet, il a été procédé à l'ouverture des plis techniques. Sur les 130

candidats qui ont retiré leur cahier des charges, 90 offres techniques ont été réceptionnées. 77 offres ont été déclarées recevables par la COP dont 4 entreprises de droit algérien. Pour les perspectives, ce projet sera suivi par un autre baptisé « Solar 1000 » pour le compte de la société Shaems pour la réalisation de 1000 MW et un 3e appel d'offres pour la réalisation de 3000 MWc. Synthèse RE.

HUILE DE PALME

La Malaisie va augmenter ses exportations vers la Chine

La Malaisie, l'un des premiers producteurs mondiaux, compte augmenter ses exportations d'huile de palme vers la Chine de 500.000 tonnes par an dans un contexte de restrictions imposées par l'Union européenne, a annoncé lundi un ministre malaisien. "Les importations chinoises d'huile de palme et de produits

issus d'huile de palme depuis la Malaisie ont atteint 3,14 millions de tonnes en 2022", a indiqué Fadillah Yusof, ministre malaisien en charge des Plantations et des matières premières, annonçant que ces importations vont augmenter "de 500.000 tonnes" d'ici la fin de l'année ou en début d'année prochaine. Cette augmentation

est le résultat d'un accord entre la société basée en Malaisie Sime Darby Oils International et le groupe chinois Guangxi Guangxi Beibu Gulf International Port, a ajouté le ministre soulignant qu'elle contribuera "de façon certaine" à contrer les restrictions européennes. Le Parlement européen a adopté en avril une loi qui vise à inter-

dire l'importation de plusieurs produits agricoles, lorsqu'ils contribuent à la déforestation et sont contraires aux objectifs de lutte contre le changement climatique. Avec ce nouveau texte, l'importation dans l'Union européenne de cacao, café, huile de palme, soja, bois, caoutchouc, charbon de bois ou viande bovine sera interdite si

ces produits sont issus de terres déboisées après décembre 2020. La Malaisie et l'Indonésie produisent à eux deux 85% de l'huile de palme dans le monde. De nouvelles discussions entre des représentants des deux pays et de l'Union européenne doivent se tenir en décembre à Kuala Lumpur, a confirmé M. Yusof.